



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/724

5 décembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Point 36 de l'ordre du jour

DROIT DE LA MER

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 6	5
PREMIERE PARTIE		
FAITS NOUVEAUX RELATIFS A LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER		
I. ETAT DE LA CONVENTION	7	6
II. PRATIQUE DES ETATS ET POLITIQUE NATIONALE	8 - 20	7
A. Pratique des Etats	8 - 14	7
B. Initiative du Secrétaire général	15 - 20	8
III. REGLEMENT DES CONFLITS ET DES DIFFERENDS	21 - 40	9
A. Accord de délimitation	21 - 23	9
Trinité-et-Tobago/Venezuela	21 - 23	9
B. Action conjointe	24 - 28	10
1. Australie/Indonésie	25	10
2. Malaisie/Thaïlande	26 - 28	11

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
C. Règlement des différends	29 - 40	11
1. Différends relatifs à des frontières maritimes	29 - 36	11
2. Autres différends	37 - 40	13
IV. AUTRES FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU DROIT DE LA MER	41 - 144	14
A. Questions relatives à la paix et à la sécurité	41 - 50	14
1. Prévention des incidents survenant en mer	45 - 48	15
2. Passage des navires à propulsion nucléaire et des navires transportant des substances radioactives ou autres substances intrinsèquement dangereuses ou nocives	49 - 50	16
B. Protection et préservation du milieu marin	51 - 89	17
1. Rôle de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	51 - 55	17
2. Navigation et protection du milieu marin . .	56 - 68	18
3. Renforcement et intégration des régimes visant à assurer la sécurité maritime et la prévention de la pollution	69 - 85	22
4. Antarctique	86 - 89	27
C. Conservation et gestion des ressources marines biologiques	90 - 135	27
1. Les pêches mondiales à problèmes et possibilités	90 - 107	27
2. Renforcement de la coopération internationale	108 - 122	33
3. Coopération concernant les grands migrateurs	123 - 126	38

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
4. Pêcheries en haute mer et stocks chevauchant plusieurs zones économiques exclusives ou une zone économique exclusive et. un secteur adjacent	127 - 133	39
5. Mammifères marins	134 - 135	41
D. Faits nouveaux concernant les orientations de la recherche scientifique marine	136 - 144	42
V. LA COMMISSION PREPARATOIRE DE L'AUTORITE INTERNATIONALE DES FONDS MARINS ET DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER	145 - 176	46
A. Commission plénière	146 - 155	46
1. Application de la résolution II de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	146 - 151	46
2. Elaboration de projets d'accords, de règles. de règlements et procédures concernant l'Autorité internationale des fonds marins	152 - 155	48
B. Commission spéciale 1	156 - 160	48
c. Commission spéciale 2	161 - 166	49
D. Commission spéciale 3	167 - 170	50
E. Commission spéciale 4	171 - 176	51
DEUXIEME PARTIE		
ACTIVITES DU BUREAU DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER		
1. INTRODUCTION	177 - 184	52
II. SERVICE DE LA COMMISSION PREPARATOIRE	185 - 186	53

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
III. CONSEILS ET ASSISTANCE	107 - 207	54
A. Assistance directe aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales	187 - 197	54
B. Conseils et études spéciales	198 - 199	56
C. Formation et bourses d'études	200 - 207	57
IV. PUBLICATIONS - SUIVI ET ANALYSE DES FAITS NOUVEAUX	208 - 230	58
A. Historique de la législation. pratique des Etats et guides techniques	208 - 214	58
B. Bulletins, revues annuelles , répertoires et circulaires	215 - 219	60
C. Système d'information et Bibliothèque du droit de la mer	220 - 230	61
1. Système d'information sur le droit de la mer (LOSIS)	220 - 225	61
2. Bibliothèque du droit de la mer	226 - 228	62
3. Bibliographies particulières sur les affaires maritimes et le droit de la mer . .	229 - 230	62
V. COOPERATION AVEC LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES	231 - 238	63

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale pour donner suite à la résolution 45/145 par laquelle l'Assemblée générale, entre autres, prie le Secrétaire général de présenter un rapport sur les faits nouveaux concernant la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et toutes les activités connexes ainsi que sur l'application de cette résolution. D'autres études ont été établies à la demande de l'Assemblée générale : un deuxième rapport sur la concrétisation des avantages de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour ce qui est de la mise en valeur et de la gestion des ressources marines (A/46/722) préparé en application de la résolution 45/145 de l'Assemblée générale et un rapport sur la pêche au grand filet pélagique dérivant et ses conséquences sur les ressources biologiques des océans et des mers (A/46/615 et Add.1). Il convient de compléter le présent rapport à l'aide des études en question.

2. Pour tout ce qui concerne l'espace maritime, ses utilisations et ses ressources, la Convention constitue un élément de la conduite des Etats à ce point indispensable que les Etats peuvent maintenant envisager activement et avec confiance de construire à partir de cette base unique et autorisée, reconnaissant la nature dynamique de l'évolution juridique sur le plan international. Le rôle et la place unique de la Convention sort un autre élément central quand se posent des questions où les intérêts d'Etats maritimes et côtiers risquent de s'opposer et où l'exercice par un Etat de ses droits souverains et juridictionnels risque d'empiéter sur les droits de la communauté internationale ainsi que cela devient plus évident dans le domaine de la protection et de la préservation de l'environnement marin. Qui plus est, l'entrée en vigueur de la Convention renforcera l'activité normative et réglementaire des organisations internationales. On peut escompter que des questions relatives à l'interprétation et à l'application de la Convention se poseront à mesure que les Etats chercheront à résoudre les divergences entre leurs intérêts nationaux grâce à la mise sur pied d'une coopération régionale ou sous-régionale et à des arrangements collectifs concernant la protection de l'environnement marin et la gestion et la conservation des ressources.

3. En adoptant une législation nationale et internationale et en prenant des décisions connexes aux niveaux bilatéral, régional et mondial, les Etats n'ont cessé de démontrer ou d'affirmer l'autorité de la Convention en tant qu'instrument juridique international primordial pour toutes les questions dont elle traite. Ce faisant, ils ont parfois ressenti certaines inquiétudes devant l'affaiblissement éventuel des principes de base de la Convention qui traduisent un équilibre délicat entre les droits et les devoirs des Etats dans le domaine maritime. A mesure que les utilisations des océans se modifient, et avec elles la conception qu'on peut se faire de la sécurité nationale, des besoins de protection du point de vue du développement et de l'environnement, il devient plus impératif encore de sauvegarder cet équilibre.

4. On doit une nouvelle fois s'engager - et pleinement - si l'on veut que l'intérêt commun détermine l'avenir de la Convention. Une plus grande certitude est sans aucun doute indispensable à une mise en oeuvre efficace des régimes suivant lesquels sont gérées les zones océaniques, y compris en

particulier les régimes étroitement interdépendants **relatifs** à la navigation internationale, la gestion et la conservation des ressources et la protection de l'environnement marin: **elle** est indispensable également **au** développement et **à** la conduite de la recherche scientifique marine. Si d'une part l'on **applique de façon sélective les dispositions** de la **Convention** et si d'autre part l'on applique le régime qu'elle prévoit d'une **manière illogique ou déséquilibrée**, **il en résultera** que l'appui dont jouit la Convention et la stabilité qu'elle offre **s'en trouveront encore plus gravement menacés**. Si l'on souhaite **consolider les gains réalisés** par la communauté internationale lorsqu'elle **elle a** adopté la Convention, l'entrée en vigueur de **celle-ci** reste une **étape** importante **à franchir**. **Mais elle ne peut ni ne doit être** considérée **comme une fin en soi**. Le but ultime doit **être d'assurer** à la Convention la participation et l'acceptation les plus **larges** possibles.

5. Depuis le début, en 1984, le rapport du Secrétaire **général** sur le droit de la mer s'efforce de présenter les **faits** nouveaux **intéressants** et de **préciser** les grandes tendances. De **6 études spéciales** et supplémentaires ont également **été préparées au cours de 6 dernières années** à la demande de l'Assemblée générale.

6. Il convient de **prêter** davantage attention **à** tous les **faits** nouveaux **survenus** sur le plan du **droit** international et **de la politique** internationale **ainsi qu'à** la pratique nationale des **Etats**, de préférence grâce à un **mécanisme** de contrôle plus efficace qui permette des consultations et des échanges de vues. A cet égard, **on a considéré comme importantes** les **6 initiatives prises** par le Bureau de **6 affaires maritimes** et du droit de la mer tendant **à réunir divers groupes** d'experts (sur les **lignes de base** en 1989 sur le régime du **consentement** à la recherche scientifique marine en 1990 et **sur** le régime de la **pêche** en haute mer en 1991).

PREMIERE PARTIE

FAITS NOUVEAUX RELATIFS A LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

I. ETAT DE LA CONVENTION

7. La Convention des Nations **Unies** sur le droit de la mer de 1982 avait **recueilli au total 159 signatures** quand **elle a été fermée à la signature**, le 9 décembre 1984. **Elle entrera** en vigueur 12 mois **après** la date du **dépôt** du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion. Au 20 novembre 1991, 49 instruments de ratification et deux instruments d'adhésion (soit au total 51) avaient **été déposés auprès du Secrétaire général** par les pays suivants : Angola, Antigua-et-Barbuda, **Bahamas**, **Bahreïn**, Belize, Botswana, **Brésil**, Cameroun, **Cap-Vert**, Côte d'Ivoire, Chypre, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, **Fidji**, **Gambie**, **Ghana**, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, **Iles Marshall 1/**, Indonésie, Iraq, **Islande**, **Jamaïque**, Kenya, **Koweït**, **Mali**, **Mexique**, **Micronésie (Etats fédérés de) 2/**, Namibie, Nigeria, Oman, **Ouganda**, Paraguay, **Philippines**, **République-Unie de Tanzanie**, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, **Sénégal**, Seychelles, **Somalie**, Soudan, Togo, Trinité-et-Tobago, **Tunisie**, Yémen, Yougoslavie, **Zaire** et **Zambie**.

II. PRATIQUE DES ETATS ET POLITIQUE NATIONALE

A. Pratique des Etats

8. C'est sur la délimitation des zones maritimes relevant de la juridiction des Etats que l'influence de la Convention a été la plus grande. Actuellement, 133 Etats ont fixé la largeur de leur mer territoriale⁸ à une distance n'excédant pas 12 milles, 33 Etats ont adopté une zone contiguë de 24 milles et 82 Etats ont proclamé une zone économique exclusive de 200 milles. Seize Etats revendiquent une zone de pêche exclusive large de 200 milles. Les revendications maritimes sont toutes compatibles avec les limites prescrites par la Convention sur le droit de la mer.

9. La Pologne a promulgué une loi maritime générale (juillet 1991) qui, entre autres, transforme la zone de pêche exclusive antérieure en une zone économique exclusive et devient ainsi avec l'URSS le seul Etat de la Baltique à avoir proclamé une zone économique exclusive. La Suède est en train de mettre au point sa législation; l'Allemagne, le Danemark et la Finlande continuent à revendiquer des zones de pêche exclusives. La loi polonaise s'appuie sur une conception polyvalente et intégrée de la gestion des ressources et d'une façon générale est conforme à la Convention.

10. La récente loi polonaise contient un certain nombre de dispositions qui peuvent illustrer plusieurs orientations possibles de la législation sur la zone économique exclusive et la mer territoriale du point de vue de l'équilibre entre les intérêts des Etats maritimes et côtiers, orientations qui ne sont pas strictement dans la ligne de la Convention. La loi dispose que le passage cesse d'être inoffensif si la pollution est "délibérée" et non pas si elle est "délibérée et grave"; elle maintient l'exigence d'une autorisation préalable pour le passage des navires de guerre étrangers, comme le prévoyait la loi antérieure: elle réaffirme le pouvoir de l'Etat d'interdire certaines zones de sa mer territoriale à la navigation et à la pêche pour des raisons de sécurité mais s'arroge en outre le pouvoir de déclarer dangereuses pour la navigation et la pêche des zones situées au-delà de la mer territoriale.

11. Il est un autre domaine où la Convention a exercé une influence positive, c'est celui du passage des navires dans la mer territoriale⁸ ou dans les détroits servant à la navigation internationale. Les dispositions de la Convention en la matière ont été reprises dans la législation de nombreux Etats côtiers. A cet égard, la déclaration commune des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en date du 23 septembre 1989 relative à une interprétation uniforme des règles du droit international régissant le passage inoffensif fournit un bon exemple de l'action juridique que les Etats peuvent mener en ce qui concerne l'application des règles posées par la Convention sur le passage inoffensif. Cet instrument énonce sans équivoque que les règles du droit international applicables au passage inoffensif des navires dans la mer territoriale étaient celles que fixait la Convention sur le droit de la mer ^{3/}.

12. S'agissant du passage dans les détroits servant à la navigation internationale dont traite la Convention, on a fait observer que, même si l'application des règles fixées n'était pas universelle, ces règles avaient beaucoup contribué à la stabilité du régime.

13. Les Etats-Unis et l'Union soviétique se préparent actuellement à ouvrir des pourparlers sur "les critères objectifs applicables à la détermination des lignes de base côtières et des baies historiques". Leur intention est d'arrêter des critères qui soient à tous égards compatibles avec la Convention.

14. La Convention avait essentiellement pour but de concrétiser le droit de la mer applicable en temps de paix. Mais, comme on pouvait s'y attendre, elle a exercé une influence sur le droit de la guerre sur mer, en particulier sur les règles concernant la neutralité. La fixation de la largeur de la mer territoriale à 12 milles, l'établissement de règles précises pour le passage inoffensif, le passage en transit et le passage archipélagique ont contribué à clarifier les droits et les devoirs des Etats neutres et des forces belligérantes. On a noté que ces règles ont joué un certain rôle dans la guerre du Golfe 4/.

B. Initiative du Secrétaire général

15. Dans son rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, le Secrétaire général a informé l'Assemblée de l'initiative qu'il avait prise d'organiser des consultations officielles pour favoriser l'acceptation universelle de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Il a fait observer que, s'il avait continué à encourager les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier la Convention ou à y accéder, force était de reconnaître que certains aspects des dispositions du texte relatives à l'exploitation minière du fond des mers étaient, pour certains Etats, rédhibitoires. Le Secrétaire général a jugé qu'il fallait régler ces problèmes. Il a ajouté que huit années s'étaient écoulées depuis l'adoption de la Convention et que certains grands changements politiques et économiques étaient intervenus dans l'entre-temps, dont certains touchaient directement l'exploitation du fond des mers et d'autres les relations internationales en général. En particulier la perspective d'exploiter commercialement les minéraux provenant du fond des mers était repoussée jusqu'au siècle suivant, ce qui était en contradiction avec ce que l'on escomptait au moment où la Convention était négociée. Il faudra naturellement prendre ces facteurs en considération quand on examinera les problèmes qui peuvent se poser au sujet des dispositions de la Convention relatives à l'exploitation minière du fond des mers.

16. Le Secrétaire général a expliqué que le but de ces consultations était de répondre à l'invitation que l'Assemblée générale avait adressée à tous les Etats afin qu'ils redoublent d'efforts pour faciliter une participation universelle à la Convention et faire en sorte que les travaux de la Commission préparatoire soient menés à bien.

17. En 1991, le Secrétaire général a poursuivi ses consultations officielles au cours desquelles ont été dégagées neuf questions concernant la régime de l'exploitation minière du fond des mers, tel qu'il est établi par la Convention, questions qui faisaient problème pour certains Etats : le coût pour les Etats parties; l'Entreprise; le transfert de technologie; la limitation de la production; le fonds de compensation des modalités financières des contrats; la prise de décisions; les facteurs écologiques; la conférence de révision.

18. Les participants sont convenus d'étudier chacune de ces questions afin de préciser les points sur lesquels il existe un large accord et ceux qui nécessitent encore un examen. Pour étudier les questions retenues, les participants se sont appuyés sur une note d'information préparée par le Secrétariat qui énonçait les problèmes à examiner et suggérait les moyens possibles de les résoudre. Les questions suivantes ont déjà été étudiées : le coût pour les Etats parties, l'Entreprise, la prise de décisions, la conférence de révision et le transfert de technologie. Dans ces domaines, on s'est déjà beaucoup rapproché d'un large accord. Le Secrétaire général est encouragé par les réactions positives et constructives qu'ont suscitées chez les Etats les suggestions portant sur les moyens de résoudre ces problèmes. Il est d'avis que les consultations ont constitué une bonne base à partir de laquelle un accord satisfaisant pour tous les Etats pourra être réalisé.

19. En décembre 1991, seront examinées les quatre questions restantes, à savoir la politique de production, le fonds de compensation, les modalités financières des contrats et les facteurs écologiques.

20. Une fois terminé l'examen de ces questions, le Secrétaire général a l'intention de résumer dans une déclaration les résultats auxquels cet ensemble de consultations a abouti. Il souhaite également élargir la participation à ces consultations officielles pour permettre à tous les Etats intéressés d'y prendre part.

III. REGLEMENT DES CONFLITS ET DES DIFFERENDS

A. Accord de délimitation

Trinité-et-Tobago/Venezuela

21. En avril 1990, après de nombreuses années de négociations, les deux pays ont conclu un traité sur la délimitation des zones marines et sous-marines, qui prévoit une frontière maritime unique. Il établit une frontière maritime unique pour la mer territoriale, le plateau continental et la zone économique exclusive. Il est significatif que ce traité ait modifié la ligne délimitant la zone sous-marine fixée par le Traité de 1942 sur le golfe de Paria en ce qui concerne les Bouches du Serpent et une partie du détroit de Colomb. Il porte également sur la question connexe du pétrole et des autres ressources minérales situées de part et d'autre de la ligne de délimitation et prévoit qu'un accord devra intervenir sur les modalités d'exploitation et la répartition des dépenses et des bénéfices - ce qui est, on peut le noter, la

pratique presque universellement suivie dans les accords de délimitation maritime concernant le plateau continental. Le **Traité** demande aussi aux parties d'adopter toutes mesures voulues pour la sauvegarde de l'environnement marin dans leurs zones respectives, d'échanger des renseignements à cet égard et de notifier l'une à l'autre les menaces de pollution qui surviendraient en mer.

22. Ce traité est conforme aux divers accords de délimitation maritime déjà conclus par les Etats continentaux de la région des Caraïbes. Il a des objectifs multiples en ce sens qu'il ne vise pas seulement la délimitation. Il tente aussi de faciliter la coopération entre les parties en ce qui concerne la protection et la préservation de l'environnement marin et le maintien de la liberté de navigation 5/.

23. Le Venezuela et Trinité-et-Tobago ont échangé les instruments de ratification le 23 juillet 1991. Un échange de notes précise que l'expression "zone revendiquée" qui figure sur la carte jointe au **Traité** ne doit pas être interprétée comme impliquant une acceptation par le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago de la revendication formulée sur cette zone par le Gouvernement de la République du Venezuela. Il s'agit pour Trinité-et-Tobago de protéger sa position dans le différend frontalier existant entre le Guyana et le Venezuela.

B. Action còn ? -

24. La tendance à la création de zones conjointes d'exploration et d'exploitation des ressources minérales se poursuit, en particulier dans les cas où ces zones peuvent jouer un rôle conservatoire ou désamorcer des revendications concurrentes qui risquent de créer des perturbations. Ce concept est né de ce que l'on s'est rendu compte que les problèmes frontaliers non résolus peuvent se prolonger indéfiniment et empêcher les investissements dans le secteur minier au large des côtes. Le système de l'action conjointe a donc permis à un certain nombre de pays de profiter des ressources en cause, sans préjuger de la question de frontière. La valeur de ces zones est reconnue également dans des accords dont le but premier est la délimitation des frontières maritimes et qui prévoient spécifiquement la possibilité d'une action conjointe dans l'avenir.

1. Australie/Indonésie

25. La première séance du Conseil ministériel établi par le Traité de 1989 sur la fosse de Timor s'est réunie et l'Australie et l'Indonésie prennent des dispositions pour créer les services de l'Autorité conjointe: des appels d'offres seront lancés pour l'attribution des premiers permis d'exploration dans le cadre du système adopté qui prévoit le partage de la production. Les négociations sur la délimitation du plateau continental dans le secteur de la fosse de Timor ont commencé. Les deux pays renforcent aussi leur coopération dans le domaine de la pêche sur la base d'un mémorandum d'accord concernant une délimitation provisoire entre leurs zones de pêche respectives.

2. Malaisie/Thaïlande

26. L'Accord sur la Constitution et d'autres questions concernant **l'établissement** de **l'Autorité** conjointe **Malaisie-Thaïlande** (signé le 30 mai 1990) est maintenant en vigueur et des dispositions sont prises en vue de **la mise** en place de **l'Autorité**. Cet accord, qui fait suite à plus de 11 ans de **négociations**, met en oeuvre le **mémorandum** d'accord de 1979 sur l'établissement d'une autorité conjointe chargée de l'exploitation des ressources du fond des mers **dans** un secteur défini du **plateau** continental des deux pays **dans** le **golfe** de Thaïlande.

27. **L'Autorité** conjointe **exerce** tous les droits et **assume** toutes les responsabilités concernant l'exploration et l'exploitation des ressources **minières dans** le secteur dont **il** s'agit pour une période de 50 ans. Si les parties **résolvent** le problème de la délimitation du **plateau** continental avant la fin de cette période, **l'Autorité** sera dissoute et un nouvel arrangement sera **conclu** si les deux parties en décident ainsi; si **aucune** solution n'est trouvée d'ici **là**, l'arrangement **restera** en vigueur. L'Accord dispose en **oultre que**, en cas de découverte d'une **zone** intéressante en dehors des limites **actuelles** du secteur **défini**, **l'Autorité** et les parties s'efforceront de s'entendre **sur** son exploitation.

28. Comme le Traité de 1989 sur la fosse de **Timor**, **l'Accord** recourt à un **système** de permis **fondé** sur le **partage** de la production: de **même**, les droits **conférés ou** exercés par l'une **ou** l'autre partie en ce qui **concerne** la **pêche**, la navigation, **les** recherches hydrographiques et océanographiques, la prévention de la pollution marine et la lutte **contre** cette pollution ainsi que d'autres questions - dont l'exercice des pouvoirs de **police** - s'appliquent à ce secteur et ces droits doivent **être** reconnus par **l'Autorité** conjointe.

C. Règlement des différends

1. Différends relatifs à des frontières maritimes

a) Guinée-Bissau c. Sénégal

29. Le 12 novembre 1991, la Cour internationale de **Justice** a rendu, en l'affaire de la **Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)**, un arrêt **dans lequel elle rejette les conclusions** de la **Guinée-Bissau** selon lesquelles : i) la **sentence** du 31 juillet 1989 est frappée d'inexistence: ii) subsidiairement, cette **sentence** est frappée de **nullité** absolue: iii) c'est à tort que le **Sénégal** prétend imposer à la Guinée-Bissau l'application de la **sentence**. La Cour dit **ensuite, sur les conclusions présentées en ce sens** par le **Sénégal**, que cette **sentence** est valable et obligatoire pour les deux Etats, qui sont tenus de l'appliquer.

30. La Cour a pris note du fait que la Guinée-Bissau a **déposé au** Greffe de la Cour, le 12 **mars** 1991, une **seconde** requête lui demandant de **dire** et juger : "Quel doit être, sur la base du droit international de la mer et de **tous** les éléments pertinents de l'affaire, y **compris** la future **décision** de la Cour **dans**

l'affaire relative à la 'sentence' arbitrale du 31 juillet 1989, le tracé (figuré sur une carte) délimitant l'ensemble des territoires maritimes relevant respectivement de la Guinée-Bissau et du Sénégal." Elle a également pris note de la déclaration du Sénégal selon laquelle une "solution serait de négocier avec le Sénégal qui ne s'y oppose pas une frontière de la zone économique exclusive ou, si un accord n'est pas possible, de porter l'affaire Aeyant la Cour". La Cour a estimé qu'il serait éminemment souhaitable que les éléments du différend non réglés par la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 puissent l'être dans les meilleurs délais, ainsi que les deux parties en ont exprimé le désir. (Cour internationale de Justice, communiqué No 91/32, 12 novembre 1991).

b) Qatar c. Bahreïn

31. Le Qatar a déposé le 8 juillet 1991 une requête fondée sur l'article 36, paragraphe 1, du Statut de la Cour dans laquelle il priait la Cour de dire et juger conformément au droit international que l'Etat du Qatar a souveraineté sur les îles de Hawar et qu'il a des droits souverains sur les hauts-fonds de Dibal et de Qit'At Jaradah. La Cour était également priée, en tenant compte de la ligne de partage des fonds marins des deux Etats décrite dans la décision britannique du 23 décembre 1947, de tracer conformément au droit international une frontière maritime unique entre les zones maritimes des fonds marins, du sous-sol et des eaux surjacentes relevant respectivement de l'Etat du Qatar et de l'Etat de Bahreïn 6/.

c) Danemark c. Norvège

32. La Cour n'a pas encore rendu son jugement dans l'affaire de la Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen.

d) El Salvador c. Honduras

33. Une chambre de la Cour reste saisie de l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras). On se souviendra que la chambre a rendu son arrêt sur la requête du Nicaragua à fin d'intervention 7/.

e) Canada c. France (St-Pierre-et-Miquelon)

34. L'Accord de 1989 instituant un tribunal arbitral chargé d'établir la délimitation des espaces maritimes entre la France et le Canada est maintenant en cours d'exécution.

35. Les îles de St-Pierre-et-Miquelon sont situées près de Terre-Neuve, ce qui a entraîné un désaccord sur les droits de pêche dans la vaste zone où les revendications s'enchevêtrent. Il est manifeste que les ressources ont fait l'objet d'une exploitation très poussée et la situation s'est encore compliquée du fait d'un désaccord d'ordre scientifique sur l'état de santé des stocks de poissons dans les eaux litigieuses et sur la quantité de poissons qui peut être pêchée sans inconvénient. Il se peut aussi qu'il y ait des

réserve d'hydrocarbure dans la zone contestée, bien que cela ne soit pas encore tout à fait établi et l'on constate des chevauchements entre certains permis d'exploration déjà attribués.

36. Le tribunal arbitral a été prié de tracer, conformément aux principes et aux règles applicables du droit international, une ligne de délimitation maritime unique. Le tribunal a tenu des audiences publiques à New York du 29 juillet au 26 août 1991 et l'on escompte qu'il rendra sa sentence au début de 1992.

2 . Autres différends

a) Passage par le Grand Belt (Finlande c. Danemark)

37. Le 17 mai 1991, la Finlande a introduit une instance devant la Cour internationale de Justice contre le Danemark au sujet d'un différend né du projet du Gouvernement danois de construire un pont fixe au-dessus du chenal ouest et du chenal est du Grand Belt, un des trois détroits servant à la navigation internationale entre la mer Baltique et la mer du Nord. La Finlande prétendait que la réalisation de ce projet fermerait en permanence la Baltique aux navires à fort tirant d'eau, hauts de plus de 65 mètres, empêchant en particulier de passer les navires de forage et les plates-formes pétrolières construits en Finlande. La Finlande a prié la Cour de dire, entre autres, qu'il existe un droit de libre passage par le Grand Belt qui s'applique à tous les navires gagnant ou quittant les ports et chantiers navals finlandais, que ce droit s'étend aux navires de forage, aux plates-formes pétrolières et aux navires dont on peut raisonnablement prévoir qu'ils existeront, et que la construction d'un pont fixe serait incompatible avec ce droit. La Finlande a indiqué que ses navires de forage et ses plates-formes pétrolières bénéficiaient du droit de passage par le Grand Belt depuis 1972 et qu'à l'heure actuelle beaucoup d'entre eux excédaient la hauteur de 65 mètres. La Finlande a également prié la Cour d'indiquer des mesures conservatoires (23 mai 1991) et d'ordonner au Danemark de s'abstenir de continuer ou de poursuivre de toute autre manière tous travaux de construction.

38. Le Danemark a fait observer que, malgré l'envoi de nombreuses notes diplomatiques, la Finlande a été le seul pays à protester contre le projet. Il a mentionné l'existence de ponts fixes qui surplombaient des voies d'eau importantes et a conclu que, dans la pratique des Etats, une hauteur de 65 mètres suffit pour permettre l'exercice du libre passage garanti par le droit international. Le Danemark a soutenu en fait que les droits des navires marchands n'étaient pas censés s'appliquer à des structures dont on ne pouvait prévoir la taille telles que des plates-formes pétrolières de plus de 65 mètres de haut.

39. Le 29 juillet 1991, la Cour a dit à l'unanimité que les circonstances n'étaient pas de nature à exiger l'indication de mesures conservatoires dans l'affaire du Passage par le Grand Belt.

b) Timor oriental (Portugal c. Australie)

40. Le Gouvernement portugais n'a cessé d'adresser des protestations diplomatiques à l'Australie dans lesquelles il se réfère expressément au Traité de coopération de 1989 concernant le secteur situé entre la province indonésienne du Timor oriental et l'Australie du nord 8/, entré en vigueur le 11 février 1991, ainsi qu'aux négociations sur la délimitation du plateau continental dans ce secteur, actuellement en cours entre l'Australie et l'Indonésie 9/. Le 22 février 1991, le Portugal a déposé une requête à la Cour internationale de Justice au sujet de certains agissements de l'Australie se rapportant au Timor oriental et ce qu'on appelle la "fosse du Timor". Dans la note verbale qu'il a adressée au Secrétaire général, le Portugal indique que "la requête porte essentiellement sur l'opposabilité à l'Australie du droit du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et des attributions du Portugal en tant que Puissance administrante de ce territoire non autonome. La requête en question met en cause la responsabilité internationale de l'Australie" 10/. Le Portugal fait observer que si le Traité de 1969 est présenté comme un arrangement provisoire de caractère pratique qui ne vise que la mise en valeur des ressources en hydrocarbure, il n'en prévoit et n'en régleme pas moins certains actes qui relèvent de l'exercice de la juridiction. Le Portugal affirme le droit du peuple du Timor oriental à l'autodétermination, rappelle son statut de Puissance administrante et soutient que l'Australie a manqué à son devoir de négocier avec lui. Le Portugal demande formellement que l'Australie mette fin aux négociations avec l'Indonésie en ce qui concerne la délimitation et l'exploitation des ressources et, de façon générale, s'abstienne d'exercer une juridiction sur le plateau continental dans le secteur de la fosse de Timor 11/.

IV. AUTRES FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU DROIT DE LA MER

A. Questions relatives à la paix et à la sécurité

41. La paix et la sécurité internationales et régionales sont de plus en plus entendues en un sens large du point de vue des facteurs qu'elles impliquent et cela est peut-être encore plus vrai pour ce qui est du domaine maritime où l'on considère souvent que les droits de souveraineté et la juridiction exclusive sur les ressources et l'intérêt que l'on peut avoir à la protection de l'environnement concernent aussi la sécurité individuelle et collective. L'acceptation de la Convention et son entrée en vigueur pourraient beaucoup contribuer à limiter l'apparition, la portée et l'ampleur des conflits, soit en résolvant les aspects juridiques des litiges, grâce à la mise en oeuvre des nombreux mécanismes de coopération que la Convention prévoit, soit en ouvrant la voie à son vaste système de règlement des différends.

42. Il est généralement admis qu'un certain nombre de dispositions clefs de la Convention, en particulier celles qui concernent le passage des navires, contribuent directement à éviter les heurts et donc à faire régner la confiance dans le domaine maritime 12/. D'autre part, pour parvenir à l'objectif primordial de la Convention, qui est celui des "utilisations

pacifiques", et à l'application ordonnée des règles qu'elle pose sur la gestion rationnelle et le développement durable, on doit s'efforcer sans relâche d'encourager les mesures de confiance (MDCS).

43. On a fait des propositions **spécifiques aux** différentes régions tendant à ce que les Etats signent et ratifient la Convention sur le droit de la mer, **afin** de fixer des normes et de fournir un **mécanisme utilisable** pour le règlement des différends **13/**.

44. Les réunions **auxquelles** les Etats de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud ont participé se sont **particulièrement intéressées** depuis leur création aux questions relatives au droit de la mer et à la formulation de politiques maritimes nationales. A sa dernière réunion (avril 1991) le Groupe d'experts a recommandé aux Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager de ratifier la Convention et d'élaborer un **système** régional d'information sur le droit de la mer et les affaires maritimes. Il a également **proposé** que les Etats prêtent attention, sur le plan bilatéral et sous-régional, aux mesures **visant** à la protection de l'environnement marin et aux mesures ayant pour but d'éviter que l'environnement ait un effet négatif sur les ressources communes **14/**.

1. Prévention des incidents survenant en mer

45. Le 19 juin 1990, l'URSS a conclu avec les Pays-Bas un accord relatif aux incidents survenant en mer au-delà de la mer territoriale: des accords analogues ont déjà été conclus avec les Etats-Unis (1972), le Royaume-Uni (1986), la France (1989), le Canada (1989) et l'Italie (1989). Si l'accord le plus récent reconnaît que les dispositions fondamentales sont celles du règlement de l'Organisation maritime internationale sur les collisions, il contient quelques règles supplémentaires - il prévoit par exemple que les formations ne manoeuvreront pas dans les secteurs où le trafic est dense, dans les voies de circulation et les dispositifs de **séparation du trafic**. Les consultations tenues précédemment à la Commission du désarmement des Nations Unies ont souligné nettement que cela était souhaitable. L'Accord instaure également un **système** de notification préalable des actes constituant une menace à la sécurité de la navigation maritime ou aérienne **15/**.

46. La dernière déclaration commune des Gouvernements britannique et argentin (25 septembre 1991) relative à un système intérimaire d'échange d'informations et de consultation, à la recherche et au sauvetage maritimes et aériens ainsi qu'à la sécurité de la navigation prévoit, à titre de mesure de confiance, la notification préalable des mouvements navals et aériens à moins de 80 milles marins des côtes et la nécessité d'un accord mutuel pour tout mouvement à moins de 15 milles marins des côtes **16/**.

47. Une extension aux opérations navales du champ d'application des accords par lesquels les parties s'engagent mutuellement à faire preuve de retenue n'est pas impossible, si l'on en juge par le désir manifesté par les Etats-Unis de contribuer à la création d'un **système** de sécurité coopérative

pour l'Asie du Nord-Est, fondé notamment sur l'application multilatérale aux espaces maritimes et aériens d'une région géographique donnée des dispositions de l'Accord Etats-Unis/URSS de 1972 17/.

48. Des accords relatifs aux incidents en mer ont également été proposés pour la mer de Chine méridionale et l'Asie du Sud-Est en général, en partant d'une base bilatérale suivant l'approche recommandée par le séminaire des Nations Unies qui s'est tenu à Katmandou et qui a estimé que des mesures bilatérales de renforcement de la confiance dans la région seraient extrêmement opportunes. Il a aussi été recommandé que ces mesures prennent essentiellement la forme d'accords frontaliers notamment en ce qui concerne la sécurité, la piraterie et la pêche illicite. Etant donné le risque d'incidents enaliques à ceux auxquels donnent lieu les manoeuvres navales que comportent les activités de contrôle du respect de la réglementation sur la pêche, Aiverses instances ont préconisé un échange d'informations sur les capacités offensives des navires déployés, ainsi que l'extension des arrangements régionaux et sous-régionaux de coopération dans le domaine de la répression. Les organisations régionales s'occupant de pêche ont elles-mêmes fait de telles recommandations.

2. Passage des navires à propulsion nucléaire et des navires transportant des substances radioactives ou autres substances intrinsèquement dangereuses ou nocives

49. Voici l'exemple d'un domaine du droit de la mer (voir art. 23) dont on a dit qu'il pouvait être développé, également pour renforcer la confiance sur les mers. On notera que l'OMI est en train d'élaborer un recueil de règles de sécurité pour le transport de combustible nucléaire irradié et, avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'examiner les possibilités futures concernant l'utilisation de navires civils à propulsion nucléaire, pour déterminer si l'actuel Recueil de règles de sécurité applicables aux navires de commerce nucléaires serait adéquat et s'il reflète l'état des techniques de sûreté nucléaire 18/. L'AIEA indique qu'environ neuf navires civils à propulsion nucléaire ont été mis en service, et qu'il existe quelque 575 navires de guerre à propulsion nucléaire, dont 510 sous-marins. Les matières du cycle du combustible nucléaire sont communément transportées par mer. En outre, les sources de rayonnement scellées sont largement utilisées en milieu marin dans les aides à la navigation et dans le cadre d'activités d'ingénierie, de construction, et de prospection et d'extraction de pétrole et de gaz.

50. Dans le cadre de l'examen de In question de la gestion des déchets faiblement radioactifs entrepris pour le compte des parties à la Convention de Londres sur l'immersion, l'AIEA a signalé des incidents, confirmés et non confirmés, concernant des matières nucléaires 19/. L'évolution de la situation en ce qui concerne les aspects de droit maritime du mouvement transfrontière de déchets dangereux et de déchets radioactifs devrait aussi contribuer à l'institution d'un régime spécial en vertu de l'article 23 de la Convention.

B. Protection et oréservation du milieu marin

1. Rôle de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

51. On se reportera au rapport de 1989 sur la protection et la préservation du milieu marin (A/44/461 et Corr.1), qui doit être mis à jour et **développé** pour être **publié** en tant que deuxième rapport en 1992. Comme il est dit **dans** ce rapport, la Convention **est elle-même** un instrument favorisant un développement écologiquement durable, et **elle doit être** lue **comme** un tout. Ceci est essentiel non seulement pour **apprécier** l'équilibre des droits et obligations **réalisé dans** la Convention, lequel démontre que la sécurité et les **intérêts** économiques et écologiques d'un Etat sont compatibles, mais aussi pour **tenir compte** de l'importance que l'on attache à la coopération régionale et mondiale en ce qui **concerne** également la recherche scientifique marine et le développement et le transfert de techniques marines **20/**.

52. La Convention fait obligation aux Etats de protéger et de préserver le milieu marin, et **donc** de **prévenir, réduire et maîtriser** la pollution marine **quelle** qu'en soit la source: et **elle** garantit que les mesures prises tiennent **dûment compte** des utilisations **légitimes** du milieu marin. **Elle met à la charge** des Etats des obligations **sans précédent** en ce qui **concerne** les effets polluants éventuels des activités menées sous leur juridiction **ou** sous leur **contrôle**, en particulier quant à l'étendue de la coopération nécessaire aux niveaux **régional** et sous-régional pour assurer **l'homogénéité** des politiques ainsi qu'une uniformisation et **une** normalisation maximales de la réglementation écologique. La Convention **ne** donne pas et **ne** pouvait donner tous les **détails** nécessaires: il s'agit plutôt d'un **cadre dans** lequel les autres accords - mondiaux, régionaux **ou** sous-régionaux - doivent s'inscrire.

53. Il existe un grand nombre de règles de droit international positif sur la protection et la préservation du milieu marin aux niveaux mondial et régional, qui s'inscrivent **dans** le **cadre général** défini par la Convention, **avec laquelle** **elles** constituent un corpus qui **n'a** d'équivalent **dans** aucun autre **domaine** du droit **international** de l'environnement. Pourtant, le milieu marin et **ses** ressources continuent à se dégrader gravement. Il est impératif que les accords et **instruments** existants soient largement acceptés et pleinement respectés, et que l'on s'attaque aux **problèmes** qui subsistent. Les organisations internationales sont **très** actives à cet égard. en particulier l'OMI, **dans** le **cadre** de l'action qu'elle mène pour renforcer les mécanismes propres à promouvoir **ses** conventions et instruments et à en assurer le **respect**, et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), lorsqu'il évalue les succès et les échecs de **ses** conventions et programmes d'action concençant les mers régionales. La question de savoir **dans** quelle mesure on peut développer les principes et règles du droit international pour s'attaquer à la source principale de pollution marine - la pollution qui provient de la terre directement et **via l'atmosphère** - retient finalement l'attention de la communauté **internationale**, à commencer par la définition d'une stratégie et d'un plan d'action mondial. l'accent étant mis sur les éléments régionaux **21/**.

54. Il apparaît clairement qu'il est nécessaire de maintenir l'équilibre entre des utilisations et intérêts potentiellement conflictuels, notamment entre les droits de la navigation et la protection de l'environnement. Les tendances à cet égard sont examinées ci-après, de même que les efforts actuellement déployés pour renforcer le respect des conventions internationales sur la sécurité maritime et la prévention de la pollution.

55. Les considérations écologiques sont de plus en plus importantes au niveau mondial en ce qui concerne la pêche, un secteur qui connaît déjà des difficultés en raison de la forte pression qui s'exerce sur les ressources et de la concurrence croissante pour les droits de pêche. Des réformes et des améliorations majeures des régimes nationaux et internationaux de gestion et de conservation s'imposent, et un engagement sérieux en faveur de pratiques responsables en matière de pêche est nécessaire. Plusieurs phénomènes, notamment l'apparition de la pêche pélagique aux grands filets dérivants, ont mis en lumière la nécessité de consultations internationales, notamment sur le régime juridique des pêches hauturières. Les faits pertinents sont examinés à la section IV.

2. Navigation et protection du milieu marin

56. La pratique des Etats atteste un renforcement des pouvoirs de l'Etat côtier, en particulier en ce qui concerne les activités de lutte contre la pollution et les mesures d'intervention dans la zone économique exclusive, et aussi, dans une certaine mesure, en ce qui concerne la protection du milieu marin en général. L'OMI est consciente que les Etats côtiers peuvent avoir le sentiment que des pouvoirs accrus leur sont nécessaires pour faire face aux nombreux incidents maritimes mineurs, par exemple pour être en meilleure position pour réclamer le remboursement des frais de nettoyage, lequel n'est pas actuellement couvert par la Convention et le Protocole sur l'intervention. On notera que le Comité de la protection du milieu marin a révisé la liste de substances annexée au Protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, et qu'il va maintenant passer à l'étude détaillée des critères permettant d'identifier les substances en cause. Ces pouvoirs seraient, comme l'a affirmé le Comité, assujettis à certaines conditions, à savoir que l'Etat côtier ne doit pouvoir intervenir que s'il existe un danger grave et imminent du fait d'une pollution ou d'une menace de pollution, s'il y a une relation entre l'accident et le dommage et si l'on peut raisonnablement s'attendre à des conséquences dommageables importantes. On se demande néanmoins si les seuils relativement élevés existant en droit international positif en ce qui concerne les opérations d'urgence en mer, et en particulier l'intervention, ne devraient pas être abaissés non seulement pour servir les intérêts économiques des Etats côtiers que pour faciliter la protection du milieu marin.

57. On notera aussi qu'il est demandé à l'OMI de répondre à un nombre croissant de propositions relatives à la notification obligatoire des mouvements des navires, en particulier des navires pénétrant dans des zones créées pour contrôler le trafic maritime, notamment celles qui s'étendent

au-delà de la mer territoriale. On a argué qu'une telle mesure serait équivalente aux obligations de notification qu'impose le Protocole I de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL 73/78) en ce qui concerne les navires transportant du pétrole ou des substances dangereuses, et qu'elle donnerait aux Etats du pavillon les moyens de réagir aux violations hors des eaux territoriales 23/. On a avancé que dans certaines circonstances, la sécurité maritime pourrait être améliorée dans les eaux internationales par des systèmes de notification obligatoire, notamment dans le cas des zones écologiquement vulnérables et des navires transportant des cargaisons nocives. Des critères internationaux pour la définition de tels régimes obligatoires, ainsi que des procédures, devront être d'abord élaborés par l'OMI.

58. Des questions fondamentales touchant les droits relatifs à la navigation ont aussi été examinées dans d'autres contextes, par exemple à l'occasion de l'élaboration de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988), qui est entrée en vigueur le 11 novembre 1990, la Convention de 1988 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, la Convention de Bâle de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et le Protocole de 1990 relatif à la protection des zones spéciales et de la faune et de la flore dans la région élargie des Caraïbes 24/. Dans plusieurs cas, des Etats ont fait des déclarations et formulé des objections au sujet des droits relatifs à la navigation, notamment sur des questions précises comme la notification préalable 25/. Il faut aussi noter l'insertion d'une note de bas de page relative aux droits de navigation concernant la disposition du Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs (1990) de l'AIEA relative au droit souverain d'interdire les mouvements transfrontières de déchets 26/. Si des formulations généralement acceptables ont été trouvées dans la plupart des cas, des doutes fondamentaux subsistent qui méritent d'être examinés d'urgence et de manière approfondie par les spécialistes du droit de la mer.

59. On notera que des problèmes similaires se sont posés dans le domaine des opérations de recherche et de sauvetage. Le Comité juridique de l'OMI a récemment été prié d'examiner quel pourrait être le fondement juridique d'un droit d'entrée après notification dans les mers territoriales et/ou archipélagiques des Etats côtiers étrangers pour prêter assistance à des personnes, navires ou aéronefs en danger ou en détresse. Le Comité a conclu qu'il existait un devoir de prêter assistance pour sauver la vie humaine et que la question du droit d'entrée devait être réglée dans des accords bilatéraux ou régionaux; cependant, à l'heure actuelle, ce droit n'existait ni en droit international conventionnel ni en droit international coutumier. On notera que de nombreuses délégations ont en outre souligné qu'il était important de ne pas compromettre l'équilibre délicat existant entre le devoir de prêter assistance et le droit souverain des Etats côtiers de contrôler l'entrée dans leurs eaux et les activités qui y sont menées 27/.

60. Les questions **ci-dessus** ont essentiellement trait aux pouvoirs et **responsabilités** relatifs des Etats du pavillon, des Etats du port et des Etats **côtiers**, et **aux** effets de la désignation de zones maritimes protégées et de la création d'un régime distinct pour le transport par mer de déchets dangereux.

a) N . et zones maritimes protégées

61. Les problèmes de la navigation et de la prévention de la pollution sont **liés**, en particulier depuis la **mise au point** définitive des Directives de **l'OMI** régissant la désignation de zones spéciales et l'identification de zones **particulièrement vulnérables**, dont **l'Assemblée** sera saisie pour adoption **à sa** prochaine session **28/**. Il est intéressant de noter que le Conseil de **l'OMI** est **conscient** des effets que la désignation de "zones **particulièrement vulnérables**" et les restrictions **à** la liberté traditionnelle de passage qui en résultent peuvent avoir sur le droit international et qu'il estime que cette **question** et d'autres décisions de même nature méritent **d'être** examinées et étudiées sérieusement par **l'OMI** dans son ensemble (C 66/D, par. 7.4).

62. La distinction entre une zone spéciale et une **zone** maritime particulièrement vulnérable est la suivante : une zone **spéciale** est une zone maritime qui, pour des raisons techniques reconnues touchant **sa** situation **océanographique** et **écologique** ainsi que le caractère particulier de son **trafic**, appelle l'adoption de **méthodes** obligatoires **particulières** pour prévenir la pollution des mers par les hydrocarbures; une **zone** particulièrement vulnérable est une zone maritime qui, en raison de son importance reconnue sur les **plans** écologique, socio-économique **ou** scientifique, devrait faire l'objet d'une protection particulière, par le biais de mesures prises par **l'OMI**, et qui peut être vulnérable aux préjudices **causés** par les activités maritimes.

63. Les Directives rappellent qu'une **zone** spéciale MARPOL est **vaste**, pour permettre une distinction nette des critères **applicables** aux **rejets** de polluants en haute **mer**; en fait, **chaque** zone existante est une mer **semi-fermée** **au sens** océanographique du terme. Le nombre de **zones** spéciales **au** titre des annexes de MARPOL **73/78** s'est considérablement **accru au cours** des deux **dernières** années: **toutefois**, ces désignations **ne** deviendront **efficaces** que lorsque des installations portuaires de réception adéquates seront disponibles **29/**. Les nouvelles Directives sur la désignation sont beaucoup **plus** détaillées que la Aéfinition figurant **dans** MARPOL.

64. Le **rôle** de la Convention est examiné **dans** les Directives, qui relèvent des **différences** importantes entre **ses** dispositions et la notion de zone **spéciale** aux **fins** de MARPOL **73/78**: en **vertu** de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 211 de la Convention sur le droit de la mer, c'est **à l'Etat** côtier qu'il appartient de **définir** des mesures propres **à** la zone et de les soumettre **à l'OMI** pour **approbation**; les conditions qui **doivent** être remplies pour qu'une **zone** ait le statut de zone spéciale aux **fins** de MARPOL sont par **contre** **définies dans** les **annexes** pertinentes. Les Directives indiquent en outre que la Aéfinition de la Convention **sur le droit de** la mer vise **l'utilisation** et la

protection des ressources de la **zone** en question, et **donc** anticipe une plus **large** gamme de mesures que **ne** le fait actuellement MARPOL en ce qui **concerne** les zones spéciales **30/**.

65. Si les Directives reconnaissent que des zones maritimes **protégées** peuvent être **désignées à l'intérieur** des mers territoriales et **au-delà, elles** contiennent aussi une **mise** en garde : les mesures de protection affectant la navigation **ne** doivent pas être prises unilatéralement, étant **donné** que des **principes comme** celui de la liberté de la navigation (**dans** les eaux internationales) et le droit de passage inoffensif (**dans** les eaux territoriales) peuvent être **applicables 31/**.

66. Les Directives font une place importante aux **diverses** mesures d'organisation du trafic maritime **conçues à l'origine** pour faire **face à** des dangers de navigation - zones à éviter, zones de **prudence** et **services** de trafic, notamment **pilotage** obligatoire - et **elles** notent qu'à l'exception des dispositifs de séparation du trafic **32/**, toutes les autres mesures d'organisation du trafic n'ont valeur que de recommandations. L'utilisation de **services** de trafic est recommandée **dans** les eaux internationales. La mesure la plus ambitieuse est la création de "zones à éviter", qui sont des zones bien **délimitées dans** lesquelles la navigation est particulièrement dangereuse **ou dans lesquelles** il est **extrêmement** important **d'éviter** les **accidents**, et qui doivent **donc** être **évités** par tous les navires **ou** certaines catégories de navires. **Compte tenu de** l'inquiétude que suscite l'éventualité d'une prolifération des **zones à éviter**, une nouvelle procédure d'examen des propositions **à laquelle participent** tant le Comité de la sûreté maritime que le Comité de la protection du **milieu marin a été** instituée **33/**. L'OMI a **établi** 16 zones à éviter. dont plusieurs **dans** le but de renforcer la protection de l'environnement, et **elles** font actuellement l'objet d'un examen. La notion de Zone tampon, utilisée **dans** les **directives** relatives aux **zones** particulièrement vulnérables, a également suscité des inquiétudes car **on** craignait qu'elle **ne** soit utilisée pour limiter radicalement les **rejets** opérationnels. Ainsi, les mesures d'organisation du **trafic** susvisées peuvent **être** appliquées **dans** une zone tampon à condition **qu'elles** s'imposent pour **protéger** la zone **elle-même contre** les dommages découlant **d'activités** maritimes.

b) Transport maritime et immersion de déchets dangereux

67. Il **y** a lieu de rappeler que les résolutions 2 et 7, qui ont **été adoptées** en même temps que la Convention de Bale de 1989 sur le **contrôle** des mouvements transfrontières de **déchets** dangereux, traitaient des questions de transport maritime et d'immersion de **déchets** dangereux, et notamment de la compatibilité indispensable des **différents régimes** juridiques internationaux ainsi que de mesures **supplémentaires éventuelles** de prévention **au** titre des conventions de l'OMI et des pays les moins **avancés**, en' vue d'aider les Etats du pavillon et **du port** et les **Etats** côtiers à s'acquitter de leurs responsabilités. **Il** convient de noter que la **Convention de Bâle** établit une distinction entre les **Etats** exportateurs, les Etats importateurs et les Etats de transit. L'OMI a réaffirmé la **nécessité** d'éviter tout conflit **ou** chevauchement non **seulement** avec les conventions existantes de l'OMI mais **également, à l'avenir**, entre le

protocole de Bâle sur la responsabilité envisagé, la futura convention sur les produits dangereux et nocifs et les dispositions à prendre au titre des pays les moins avancés. A ce jour, la Convention de Bâle a recueilli 53 signatures et 14 ratifications, et l'on s'attend à ce qu'elle entre en vigueur en 1992.

68. La Convention de Bamako du 29 janvier 1991, qui a été signée par 11 Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine, interdit expressément l'immersion de déchets dangereux dans les eaux africaines. D'autres régions, comme celles des Caraïbes et de la Méditerranée, envisagent sérieusement d'adopter des régimes régionaux visant à contrôler ou interdire strictement le transport maritime et l'immersion de déchets dangereux. La plupart des régions ont déjà mis au point des projets pour lutter contre le trafic illicite de produits et de déchets toxiques et dangereux et procéder à une évaluation régionale à cet égard 34/.

3. Renforcement et intégration des régimes visant à assurer la sécurité maritime et la prévention de la pollution

69. Des progrès considérables ont été réalisés pour ce qui est d'harmoniser et de renforcer toutes les règles, normes, principes directeurs et pratiques et procédures recommandées touchant tant à la sécurité des navires qu'à la prévention de la pollution. Cela suppose toute une série de modifications et d'additions tendant à assurer ce double objectif, notamment en ce qui concerne l'uniformisation des listes de produits auxquelles renvoient différents instruments.

a) Sécurité en mer

70. La Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (à laquelle sont parties 111 pays représentant 97 % du tonnage commercial), plusieurs autres conventions de l'OMI et nombre de codes et recommandations de l'OMI ont contribué à réduire le pourcentage des navires ayant fait l'objet de sérieux dégâts ou qui se sont perdus en mer. D'autres instruments stipulent des mesures visant à réduire au minimum les conséquences des accidents. La mer reste cependant dangereuse; en fait, l'amélioration du taux des accidents s'est ralentie et s'est même inversée 35/. L'OMI accorde donc actuellement la priorité à l'amélioration accrue des ferries de passagers rouliers existants; à l'amélioration du niveau de sécurité des navires existants ainsi que des nouveaux navires: à l'adoption de nouvelles normes de conception et de construction des navires-citernes en vue d'éviter plus efficacement les déversements accidentels; à la mise au point d'une stratégie d'ensemble tendant à réduire le nombre des accidents maritimes provoqués par des erreurs humaines; et enfin, mais ce qui n'est pas le moins important, à la promotion d'une application plus large et plus uniforme des conventions.

71. L'OMI a exprimé sa vive inquiétude à l'égard du nombre de navires non conformes aux normes par suite du vieillissement rapide de la flotte mondiale. Elle a formulé de fermes mises en garde en ce qui concerne les menaces conjuguées que des conditions commerciales défavorables, des coûts élevés et les changements structurels intervenus dans l'industrie navale font

peser sur les **progrès** enregistrés jusqu'ici en **matière** de sécurité et **donc** de prévention de la **pollution**. L'OMI doit faire **face**, de son propre **aveu**, à des choix difficiles à l'égard de la rapidité à laquelle **on** devrait adopter des **règles et règlements** améliorés : en le faisant trop **lentement**, **on** pourrait encourager l'adoption de mesures unilatérales, ce qui mènerait à la rupture du **consensus** international sur les mesures de sécurité; en le faisant trop rapidement, **on** pourrait aggraver considérablement **l'écart** croissant entre les Etats quant à leur **intérêt** et à leur capacité à appliquer les normes de l'OMI. Cette **dernière** s'efforce **donc** d'étendre **ses** activités de coopération technique **aux** niveaux régional et sous-régional **afin** de remédier **aux problèmes** croissants que posent les mesures d'application, en **renforçant** notamment les **mesures** existantes de contrôle de la part des Etats du port.

72. L'industrie **navale** remet en service des navires **désarmés** et l'on **continue** d'utiliser de vieux navires qui auraient dû normalement **être envoyés** à la ferraille. Les **équipes** ont d'autre part continué de diminuer à la suite d'une automatisation accrue, **même** si de vieux navires auraient besoin d'effectifs plus nombreux. L'**âge** des navires a manifestement **constitué** un facteur important **dans** les pertes le plus récemment enregistrées en mer. Il a été reconnu, à la quatrième Conférence ministérielle de 1991 sur le **contrôle** des **Etats** du port en Europe, que les récents **accidents** subis par les navires-citernes, les ferries et les navires de croisière étaient dus **dans une** grande mesure à une gestion médiocre des navires, tant à bord **qu'à terre**, et que l'**âge** des navires était un facteur **déterminant**. Le taux des sinistres dont ont été victimes les vauquiers est particulièrement alarmant : en 1990, 57 % des navires perdus étaient des vauquiers bien que **ceux-ci** représentent 7 % seulement du total de la flotte mondiale. Bien que 17 % seulement de la flotte mondiale ait plus de 15 **ans**, 34 % de la flotte de vauquiers dépasse d'autre part cette limite **36/**. La Lloyd's de Londres a enregistré depuis le début de 1990 34 sinistres de vauquiers qui ont fait **250 mors**, et attribue principalement ces sinistres à la **faiblesse** structurelle.

73. Selon l'OMI et la CNUCED, la **tendance** à la libre immatriculation a **contribué dans** une grande mesure à l'accroissement du nombre de naufrages, de navires **coulés**, de fraudes maritimes et d'incidents de pollution. Les immatriculations libres concernent actuellement un tiers du tonnage **mondial**, et **sont passés** de 21.6 % en 1970 à 34,1 % en 1990. Des 320 navires de quelque 52 pays du pavillon **jugés** défectueux. **d'une manière ou d'une autre**, par les Etats du port, plus de 50 % avaient fait l'objet d'une libre immatriculation. La Convention des **Nations Unies** de 1986 sur les conditions d'immatriculation des navires, qui vise à établir des conditions spécifiques minima **aux fins** d'immatriculation et qui prévoit notamment un véritable lien entre le navire et l'**Etat** du pavillon, n'a été ratifiée que par sept pays représentant 0.8 % des 25 % du tonnage **mondial** requis pour son **entrée** en vigueur.

74. Nombre de conventions et d'amendements de l'OMI ne s'appliquent **qu'aux navires** construits **après** une certaine date, qui est ordinairement la date de l'entrée en vigueur de ces instruments. en raison du **coût** que représenterait l'adaptation des navires existants et **compte tenu** de l'hypothèse, qui n'est plus valable actuellement. selon laquelle les armateurs renouvelleraient

régulièrement leurs navires. Tel n'est plus le cas et le Comité de la sécurité maritime (CSM) est parvenu à un accord général sur la nécessité de réduire l'écart sans cesse croissant qui sépare les normes de sécurité applicables aux navires existants des normes de sécurité applicables aux nouveaux navires. Ses divers sous-comités s'emploient actuellement à élaborer des recommandations tendant à réduire cet écart en élevant les normes applicables aux navires existants. Un précédent a été établi par des décisions antérieures sur les ferries rouliers, selon lesquelles des modifications sont à apporter également aux navires existants. On met d'autre part actuellement au point une formule prévoyant une double coque pour les pétroliers et l'utilisation de systèmes pouvant garantir un résultat équivalent. Afin d'éviter que les vieux navires-citernes ne soient plus profitables, le Comité de la protection du milieu marin (CPMM) prépare en ce moment une nouvelle recommandation tendant à ce que l'annexe 1 de la MARPOL soit applicable tant aux nouveaux navires qu'aux navires anciens 37/.

75. Il y a également lieu de noter la décision d'échelonner les amendements à une convention suivant des intervalles de quatre ans et de coordonner les dates d'entrée en vigueur de tous les instruments ayant un lien commun ou appelant de nouvelles enquêtes ou la délivrance de nouveaux certificats de navires.

76. L'importance du facteur humain ressort encore plus dans les conditions actuelles. Les attitudes ont changé, même depuis l'adoption, en 1989, des principes directeurs de l'OMI en matière de gestion en vue de l'exploitation sûre des navires et de la prévention de la pollution, compte tenu de nombre de sérieux accidents intervenus par suite d'erreurs humaines et d'une mauvaise gestion, ainsi que du risque potentiel d'accidents dus à la fatigue de l'équipage. L'OMI a donc décidé d'ajouter à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer un nouveau chapitre et d'élaborer un code en matière de gestion prévoyant des dispositions obligatoires et la possibilité d'exercer des contrôles. Cela appellera d'autre part une révision de la Convention de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille.

b) Réactions en cas d'urgence

77. La Convention internationale de 1990 de l'OMI sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures facilitera considérablement la coopération au niveau mondial tout en renforçant les arrangements régionaux et les activités nationales. Cette convention s'applique tant aux navires qu'aux installations en mer. Navires et installations doivent disposer de plans d'urgence en cas de marée noire et rendre compte de tout déversement, qu'ils y aient directement part ou non. Les parties sont tenues d'évaluer la gravité du déversement et de le notifier aux autres Etats affectés. La caractéristique la plus importante de cette convention tient peut-être à ce qu'elle encourage l'appui technique, la recherche scientifique et l'échange de données ainsi qu'un appui financier, selon les besoins, étant donné que chaque Partie doit établir un plan d'urgence national et promouvoir l'accès aux équipements et matériels de lutte contre les marées noires 38/.

78. La Conférence de 1990 a adopté plusieurs résolutions importantes, portant notamment sur la **nécessité** de promouvoir des arrangements de coopération entre les secteurs intéressés, y compris les industries **pétrolière et navale**, en vue de **créer** des stocks de **matériel** de **lutte** contre la pollution; **d'améliorer** les **services** de **sauvetage**; et d'appliquer si possible, les dispositions de la Convention aux autres produits dangereux, en attendant que l'on ait étendu la portée de la Convention à ces produits également. Ces tâches **ne** sont pas **faciles**, étant **donné** les **difficultés** auxquelles on continue de se heurter pour définir de **manière appropriée** les **produits** dangereux, **comme** on l'a vu, par exemple, lors des efforts tendant à **étendre** le **Protocole** visant les situations d'**urgence** dans les Caraïbes à d'autres **déversements**. La Conférence a d'autre part reconnu qu'il y avait lieu d'accorder une importance accrue à l'**'assistance** dans ce domaine. L'OMI met par ailleurs en **place**, avec le PNUE, des réseaux régionaux de **collecte** de données sur le transport maritime de produits dangereux, tant dans la Méditerranée que dans les Caraïbes.

79. L'**adoption** de la Convention de 1990 a été extrêmement opportune et a considérablement **aidé** l'OMI à établir un **centre** de coordination **opérationnel** et un fonds en cas de catastrophe pour remédier au **désastre** environnemental du Golfe, ainsi qu'à donner un nouvel élan à l'**Organisation** régionale pour la protection du milieu marin **39/**.

c) **Compétences de l'Etat du pavillon et de l'Etat du port**

80. Il y a lieu, dans l'application des conventions de l'OMI, comme le MARPOL et la Convention internationale pour la sauvegarde de la **vie humaine** en mer, de se **référer** à la Convention sur le droit de la mer pour ce qui est de la définition de la **portée** et du **contenu** de la juridiction nationale, en ce qui **concerne** en particulier les dispositions sur les compétences respectives des Etats du pavillon, des Etats du port et des Etats **côtières**, qui établissent clairement une hiérarchie **40/**. Si l'application des conventions de l'OMI met principalement en cause la responsabilité de l'**Etat** du pavillon, on s'est également préoccupé de coordonner de manière efficace les **compétences** de l'**Etat** du pavillon et de l'**Etat** du port en **matière** d'**inspection**, de procédures d'**enquête** sur les violations et d'évaluation du **genre** de sanctions à **appliquer**. Il **convient** également de noter que les Etats du port se sont vu attribuer de nouvelles responsabilités au titre de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le **trafic** illicite de stupéfiants et de **substances** psychotropes, la Convention de facilitation de l'OMI ayant été **amendée** en 1991 en vue, notamment, de **préciser** les normes et **pratiques** recommandées dans ce domaine. L'OMI **étudie** également les moyens d'éviter tout effet **négatif** des mesures de **contrôle** des ports, en notant que toute immobilisation non **justifiée** d'un navire, en l'absence de preuve ou de **présomption** de négligence ou de culpabilité de la part de l'exploitant du navire, **irait** à l'encontre des principes de la Convention de l'OMI (A/46/511). L'action des Etats du port doit être d'autre part **renforcée** eu égard aux mesures à prendre contre le terrorisme.

81. L'OMI essaye actuellement de **s'attaquer** à la question de savoir si l'application des mesures tendant à prévenir la pollution à partir des navires ainsi qu'à **assurer** la sécurité des navires devrait cesser de relever

exclusivement de la compétence de l'Etat du pavillon 41/. Cette question a été posée même à l'égard de la haute mer et même si la pollution à prévenir n'affecte pas les intérêts des Etats côtiers.

82. Les réactions de l'OMI ont répondu jusqu'ici à un double objectif : celui, d'une part, d'exercer une pression accrue sur les Etats du pavillon pour qu'ils respectent leurs obligations, notamment celle de rendre compte de mesures d'application et des mesures prises pour lutter contre les violations et celui, d'autre part, de renforcer le contrôle des Etats du port. Les conventions de l'OMI ne contiennent pas de dispositions visant un contrôle opérationnel de la part des Etats du port, et les procédures existantes ont ainsi été limitées aux questions relevant de la délivrance du certificat de conformité. Pour renforcer la position de l'Etat du port, le CSM a élaboré un projet de résolution qui sera soumis pour adoption à l'Assemblée suivante de l'OMI et qui prévoit des "procédures opérationnelles" pour les Etats du port, tant en matière de sécurité des navires que de prévention de la pollution.

83. Les principaux Etats maritimes ont exprimé leur opposition en contestant la légalité d'un contrôle opérationnel de la part des Etats du port. Etant donné que cela pourrait en effet élargir les pouvoirs des Etats du port, il est prévu dans le projet de résolution que la responsabilité principale en la matière revient toujours aux administrations des Etats du pavillon et il est instamment demandé aux Etats du port d'agir de bonne foi. Il y est aussi souligné que, comme il est impossible de déterminer si un navire n'est pas conforme aux normes en se basant seulement sur une liste de défauts précis, toute inspection doit porter non seulement sur le navire mais également sur l'équipage afin de permettre de déterminer raisonnablement si un navire pose un risque important et devrait être immobilisé; tout navire indûment retardé ou immobilisé aura droit, d'autre part, à des dommages-intérêts. L'importance ainsi accordée à l'équipage découle du fait que le CSM a relevé que les principaux problèmes que soulève le respect par l'Etat du pavillon de ses obligations ont trait au manque de personnel qualifié, tant à bord qu'à terre. On a d'autre part préparé des projets d'amendement à la Convention MARPOL ainsi qu'à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer pour tenir compte de ces questions.

84. L'OMI demande d'autre part de plus en plus instamment l'adoption de systèmes régionaux de contrôle des Etats du port, tout en reconnaissant que cela entraînera la nécessité d'une coopération interrégionale, étant donné qu'une harmonisation mondiale des procédures est hautement souhaitable.

85. Le principal élément qui ait donné l'OMI en faveur des pouvoirs accrus des Etats du port est venu des 14 autorités maritimes européennes, membres du Mémorandum d'entente de 1982 sur les contrôles des navires par Etat du port, à la suite de la décision qu'elles ont prise à leur conférence ministérielle de 1993. d'étendre les mesures de contrôle au respect des normes opérationnelles. Ces autorités maritimes procèdent de 13 000 à 14 000 inspections par an; environ un quart des navires sont retardés ou immobilisés parce qu'ils ne sont pas conformes aux normes. L'URSS a publié une déclaration proclamant son intention d'adhérer au Mémorandum européen; le

Canada, les Etats-Unis et l'Australie ont mis au point des formes analogues de **contrôle** des Etats du **port**. Les 14 autorités maritimes ont **proposé à l'OMI** que le **contrôle** soit **étendu** à la gestion du **trafic** maritime.

4. Antarctique

86. La **onzième Réunion** consultative spéciale relative au Traité sur l'Antarctique a adopté, le 4 **octobre** 1991, un **protocole à ce traité** sur la protection de l'environnement, **comportant** quatre annexes qui feront partie intégrante du Protocole. Ces annexes concernent l'évaluation de l'impact sur l'environnement, la conservation de la flore et de la **faune de l'Antarctique**, la gestion et l'évacuation des déchets et la prévention de la pollution marine.

87. Le Protocole **désigne l'Antarctique comme réserve naturelle**, consacrée à la paix et à la **science**, et **énumère les principes** généraux qui s'appliqueront à toute activité de l'homme **dans l'Antarctique**, afin d'assurer la sauvegarde de l'environnement ainsi que de **l'écosystème** qui en dépend ou qui y est lié.

88. Le Protocole stipule l'interdiction de toutes activités touchant les ressources **minérales dans l'Antarctique**, à l'exception d'activités scientifiques. Il est **prévu** d'adopter des annexes additionnelles au Protocole, y **compris des règles** et procédures particulières relatives à la responsabilité pour dommages découlant d'activités **réalisées dans** la zone relevant du Traité sur l'Antarctique.

89. Le Protocole prévoit qu'à l'expiration d'un délai de 50 ans **à compter** de la date de son **entrée** en vigueur, une conférence sera tenue, **à la demande** de toute partie consultative **au Traité**, pour examiner l'application du Protocole.

C. Conservation et gestion des ressources marines biologiques

1. Les problèmes mondiaux à problèmes et possibilités

a) Etat actuel et tendances

90. On peut constater l'épuisement et la surexploitation des stocks, surtout par les grosses flottilles industrielles et la détérioration des **écosystèmes** et des **habitats** marins et côtiers **dans** le monde entier, mais ils sont **particulièrement** marqués **dans les zones** de **pêche** les plus riches. Ces **problèmes** ont **été** reconnus **dans** diverses instances intergouvernementales. y compris lors du Sommet économique du Groupe des Sept (juillet 1991) **42/**.

91. Les **conclusions** de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état des **pêches** marines **dans** le monde demeurent valides. Il est **évident** que l'expansion **ne** peut pas se maintenir **au rythme** **actuel** : pour tous les stocks connus, les captures approchent le **maximum** admissible, **si elles ne l'ont pas déjà** atteint et plusieurs stocks sont **surexploités** et il est **peu** probable que l'on découvre **dans les années à venir** des stocks importants qui absorberaient la capacité de **pêche** excédentaire.

L'incertitude **actuelle** est **encore** aggravée par les fluctuations naturelles des stocks, qui contribuent également à modifier les captures pour certaines **espèces** ainsi que le comportement des flottilles et de l'industrie.

92. Les statistiques globales des captures **ne** suffisent pas à rendre compte de l'état des pêches **dans** le monde, il faut également prendre en **considération** divers facteurs économiques : baisse du volume des prises pour les **espèces** les plus appréciées, baisse de la **qualité** des prises (**espèces** moins appréciées), dépenses excessives **liées** au suréquipement en navires et en engins, baisse des **revenus** des **pêcheurs** et conflits entre différents **groupes**, notamment en fonction de l'ampleur des opérations, et déplacement des **zones** de **pêche**. Ces facteurs **correspondent** à des tendances qui s'amplifient. Une gestion rationnelle des ressources est d'autant plus difficile que les engins **ne** sont pas suffisamment sélectifs - ce qui pose des **problèmes** économiques aussi bien qu'écologiques -, que la recherche est trop fragmentaire et la base de **données** peu fiable. En outre, la plupart des scientifiques et des responsables des pêches sont convaincus que, bien souvent, les captures réelles sont supérieures aux chiffres officiels. L'acquisition d'informations importantes est aussi essentielle que l'identification **correcte** des **espèces** capturées. Ceci est **particulièrement** vrai des zones tropicales, où le nombre des **espèces** qui **constitue** les captures est considérablement plus **élevé** que **dans** les zones de **pêche** traditionnelles plus au nord : on estime que **dans** certains pays tropicaux, **jusqu'à** 70 % des captures font l'objet d'identifications **inexactes** ou approximatives 43/.

93. Il faut **tenir compte** également de la répartition des captures **dans** le monde. La création de **zones** économiques exclusives et de **zones** de **pêche** exclusives a **certainement** eu un effet marqué sur le volume des captures (**qui** pour les deux tiers environ des Etats, a augmenté plus **vite** que celui des captures **mondiales**), mais les gains sont allés essentiellement à un nombre relativement restreint de pays. Par exemple, 10 pays se partagent 83 % environ des captures marines des pays en développement, 15 pays se partagent 91 % et 20 pays 96 %. En **même** temps, la domination traditionnelle d'une vingtaine de pays, qui se partagent quelque 80 % des captures mondiales, reste pratiquement **inchangée** : la France et le Viet Nam ont **été** remplacés par le Mexique et l'Equateur, mais le Japon et l'URSS restent en **tête**. Les pays qui pratiquent la **pêche** lointaine continuent pour l'instant à augmenter leurs captures en valeur **absolue** et, **dans** certains cas (URSS, Corée et province chinoise de Taiwan) également leur part des captures mondiales.

94. Une étude internationale sur la **recherche** halieutique effectuée par les principaux donateurs 44/ montre en outre que les pêches mondiales, à petite ou à grande **échelle**, sont caractérisées par un suréquipement **considérable**, la surexploitation généralisée qui **entraîne** un rendement **faible**, notamment **dans** les cas des espèces et des tailles les plus appréciées, des conflits ouverts et une **gestion** des pêches **onéreuse** mais très peu efficace. Il en ressort que la gestion des pêches, qui maintenant vise essentiellement la conservation des **stocks**, devrait en fait avoir des objectifs sociaux et **économiques** 45/. L'examen des contraintes au développement et à la gestion des pêches montre aussi que les pêches à petite échelle sont pour l'essentiel négligées, depuis

les années 70, lorsqu'on a établi les premières zones économiques exclusives et que l'on s'est attaché surtout à contrôler des activités halieutiques étrangères. On apprend également dans ce document que la crise de la pêche marine a stimulé l'intérêt pour l'aquiculture, laquelle pose d'autres problèmes économiques et écologiques qu'il ne faut pas méconnaître. Les échecs s'expliqueraient par le maintien de la liberté d'accès une fois les possibilités d'expansion épuisées; toujours d'après la FAO, il serait plus facile de maintenir des rendements constants en supprimant la liberté d'accès en prélevant des droits d'utilisation et en négociant un plafond pour les efforts de pêche ainsi que des formules de répartition.

95. Les contraintes pesant sur les pêches marines mondiales se manifestent donc de diverses manières, aggravant les difficultés de la gestion des pêches, aussi bien dans les zones économiques exclusives (quelque 95 % des prises) qu'en haute mer. Il convient de souligner en effet que les problèmes des pêches mondiales sont omniprésents. L'écart projeté de 20 millions de tonnes environ entre l'offre et la demande mondiales montre clairement que les tensions s'accroîtront et que la répartition des ressources posera un problème de plus en plus grave et complexe non seulement aux différents gouvernements mais aussi à la communauté internationale globalement. Des questions d'ordre général ont été posées quant à la stratégie la plus appropriée en matière de gestion des pêches et il semblerait qu'un consensus commence à se dégager sur la nécessité de limiter d'urgence les efforts de pêche en général. On commence donc à s'intéresser aux méthodes qui permettraient de satisfaire la demande de poisson et de produits dérivés tout en réduisant l'exploitation des stocks, de manière à créer un équilibre optimum entre les facteurs environnementaux, économiques et sociaux. C'est ce que vise la démarche définie dans la Convention sur le droit de la mer par la réglementation des pêches, aussi bien dans les zones économiques exclusives qu'en haute mer. La Convention met en lumière la nécessité de coopérer pour la conservation et la gestion des ressources marines biologiques.

96. Etant donné l'ampleur des problèmes et des contraintes, des améliorations sont manifestement nécessaires à tous les niveaux - national et international - et dans tous les domaines : droits et principes, planification économique, progrès technologiques, recherche scientifique et systèmes d'informations et de données. Parmi les plus intéressantes peut-être des innovations récentes, on relève de nouvelles formules de gestion de la zone économique exclusive, des améliorations sensibles dans la sélectivité des engins de pêche, qui permettraient de résoudre les problèmes économiques et écologiques qui se posent dans ce domaine et une intensification radicale de la coopération internationale, notamment au niveau des institutions, s'agissant des ressources de la haute mer et des stocks se trouvant dans les zones économiques exclusives de plusieurs Etats côtiers ou à la fois dans la zone économique exclusive et dans un secteur adjacent à la zone. Il faut également continuer à améliorer la coopération dans la gestion et la conservation des grands migrants.

b) Nouvelles formules de gestion de la zone économique exclusive

97. C'est le **déclin** des Stocks de poisson qui a mis en lumière le **rôle de la gestion**, mais le désaccord est **profond** sur les méthodes les plus **appropriées**. Les domaines qui doivent **particulièrement retenir** l'attention sont connus : conservation, **rentabilité**, conflits entre pêcheurs utilisant **différents engins** et incertitude des données concernant les stocks. En premier lieu, **il importe d'assigner à la gestion des pêches** des objectifs à long terme qui puissent bénéficier de l'appui du **public**, réduire les conflits et offrir des **possibilités** de règlement : **ensuite**, il faut qu'il soit possible **d'obtenir** en temps opportun des données scientifiques **exactes** et il faut aussi **entreprendre des recherches** sur les **questions** biologiques, écologiques, économiques et sociales et répondre **aux besoins** de la gestion.

98. **Face au risque d'épuisement des stocks**, on s'efforce surtout de renforcer la réglementation, essentiellement en **assortissant les licences de limitations**, de renforcer les mesures de conservation et **d'accroître les dépenses consacrées à la surveillance**. Toutefois, il ressort de nombre **d'études** récentes que ces mesures n'ont **guère donné les résultats voulus**, à cause de l'expansion des flottilles et des **progrès** de la technologie, et que les **efforts faits** pour maintenir la **prospérité de l'industrie des pêches** ont échoué presque partout. Il apparaît aussi que, **si les progrès** de la technologie de la **pêche** et de la commercialisation des produits atténuent peut-être la **charge économique** que représentent **des** flottilles trop nombreuses ou de **captures** moins abondantes ou moins **appréciées**, à long terme, **ces mêmes progrès** aggraveront en fait les problèmes **économiques** car tout donne à penser que l'expansion des flottilles **au-delà** de la capacité requise se poursuivra **même** si les stocks sont protégés par un **contrôle** rigoureux des captures. On a même dit que la conservation des ressources **ne servait qu'à éviter d'avoir à** prendre des décisions politiques **difficiles** sur les droits **d'accès aux lieux de pêche**. Selon **diverses études**, notamment celle qui a été effectuée par les principaux donateurs (voir par. **94 ci-dessus**), le **problème** fondamental tient **au maintien du libre accès** alors qu'il n'existe pas de possibilité d'expansion et la meilleure solution, pour les **pêches** des pays **développés** et **celles des pays** en développement, est d'accorder aux pêcheurs des **droits d'utilisation** qui soient en rapport **avec** les bateaux et **les engins utilisés**.

99. De nombreux Etats côtiers ont déjà interdit à tous sauf aux **détenteurs de licences** l'accès aux stocks et, de plus en plus, les **licences comportent** une indication de quantité. De nombreux Etats ont revu ou renforcé les **arrangements en vigueur** en matière de développement et de gestion des **pêches** et ils ont introduit une réglementation détaillée interdisant par exemple la **pêche dans certaines zones** ou à certaines périodes, ou encore certains engins et certaines **méthodes** et précisant l'âge et la **taille des captures**. En outre, beaucoup d'Etats encouragent le secteur privé à investir dans les aspects opérationnels des **pêches** en limitant leur propre intervention aux **services de base - recherche, évaluation des stocks, surveillance et contrôle**. Plusieurs **Etats** commencent à s'intéresser beaucoup plus aux **petites entreprises de pêche**, et introduisent notamment les **droits de propriété** et les coopératives halieutiques.

100. Plusieurs Etats ayant analysé leur expérience de la **juridiction** sur une zone étendue commencent maintenant à **tester** une formule qui élimine totalement le libre accès et donne à des entreprises de pêche enregistrées un droit **clairement défini** de **propriété** des ressources. L'**exemple** cité le plus souvent est celui de la Nouvelle-Zélande : les **pêcheurs** ont des quotas, ce qui permet de **libéraliser** la réglementation concernant les saisons prohibées ou les engins et de surveiller les débarcadères plus que la mer. La responsabilité de la gestion des **opérations** est ainsi nettement **séparée** de la responsabilité en matière de conservation des ressources et de protection de l'environnement, cette dernière incombant exclusivement au Gouvernement, qui fixe des normes pour chaque pêche ou unité de gestion des ressources. On obtient ainsi une **meilleure** gestion des stocks, une réduction de la capacité de **pêche** inutilisée, une **atténuation** des conflits au sujet de la répartition des captures et une **amélioration** substantielle des **revenus tirés** des **pêches** aussi bien pour l'industrie que pour le gouvernement. Toutefois, le succès de cette formule exige un registre des droits qui soit fiable et un **système rapide** et efficace de comptabilisation des captures, de tenue des **dossiers** et d'**exécution** des droits. Il implique également qu'il faut mieux évaluer les stocks et définir clairement les **priorités** et les objectifs de la recherche. L'Australie a publié une nouvelle Déclaration de principes pour les années 90, sur la nécessité d'un ajustement structurel et de méthodes novatrices de gestion; au lieu de **limiter** les efforts/jours de pêche autorisés, l'**Islande** attribue aux différents navires des quotas (1991); l'**Espagne** a créé une organisation des producteurs de poisson, qui a des responsabilités spéciales en matière de gestion des ressources et de réglementation des débarcadères et des marchés; le nouveau plan de Sri Lanka privilégie l'**utilisation** rationnelle des ressources sur la production maximale.

101. Il n'apparaît pas **encore** clairement quelle sera la **tendance** dominante de la gestion, et ce, d'autant moins que plusieurs pays viennent seulement de prendre les mesures juridiques et institutionnelles faisant suite à la création d'une zone économique exclusive et de formuler les grandes orientations et les **règlements** qui leur permettent d'exploiter les ressources au niveau **national** ou de **constituer** des coentreprises. Par ailleurs, indépendamment du stade atteint dans l'évolution de la gestion, il **continue** de se **poser** de multiples **problèmes** de surveillance et de **contrôle**, qui **amènent** les pays à resserrer les accords régissant l'**accès aux zones** de pêche en introduisant des **clauses** sur les escales et le transbordement des captures et en utilisant des **répéteurs** pour la surveillance. Ainsi par exemple, les Etats africains bordant l'Atlantique signalent de gros **problèmes** de pêche illégale par des **pêcheurs étrangers** et, tout comme les Etats du Pacifique Sud membres de l'Agence de pêcheries du Forum, ils s'orientent vers des arrangements régionaux en matière de surveillance (voir plus loin par. 126). Par ailleurs, le Sénégal a créé en 1991 un service de protection maritime, les exportations illégales de poisson en 1990 étant estimées à 250 millions de dollars, et la Malaisie pour sa part a créé un commandement central de surveillance et contrôle des pêches, qui est chargé de coordonner les travaux de divers organismes. Enfin, de nombreux pays en développement continuent à s'**interroger** sur les **bénéfices nets** à retirer d'une capacité nationale de gestion, étant donné le coût de substitution de cet investissement et les

conflits d'intérêts dans l'utilisation des ressources, par exemple entre la consommation locale et le commerce international. Pourtant, les échanges commerciaux des pays en développement ont plus que doublé un cinq ou six ans et représentent maintenant 47 % environ des échanges mondiaux.

102. On a observé au cours des dernières années de nombreux exemples d'expansion et de réorientation de la coopération régionale et sous-régionale en matière de pêche, dans le Pacifique Nord et Sud, dans l'océan Indien et dans l'Atlantique, ce qui permet d'envisager que les nouvelles formules de gestion feront l'objet de décisions collectives et non de la décision de tel ou tel Etat. On peut aussi prévoir que la création de nouveaux groupes d'intégration économique, comme le Marché commun sud-américain, modifiera substantiellement les formules de gestion.

c) Sélectivité des engins de pêche

103. Certaines pratiques de pêche risquent d'épuiser rapidement les stocks visés, de détruire l'habitat et de nuire à des espèces qui ne sont pas recherchées. Les mesures de gestion doivent viser à restreindre le nombre de navires ou d'engins déployés et limiter les zones où ces engins peuvent effectivement être utilisés. Elles devront également favoriser l'utilisation d'engins plus sélectifs. La pratique d'une pêche rationnelle signifie également l'utilisation de navires et d'engins marqués.

104. L'utilisation d'engins insuffisamment sélectifs entraîne des prises accessoires d'espèces non commercialisables ou non recherchées, y compris d'espèces protégées et d'individus trop petits. L'aggravation des problèmes liés à la protection des mammifères marins s'est traduite par des embargos commerciaux sur les prises, par exemple les restrictions commerciales des Etats-Unis contre le thon capturé par le Mexique, le Venezuela et Vanuatu et par un débat au GATT sur la place qu'il doit faire aux questions d'environnement et de conservation. La sélectivité des engins permet de prendre telle espèce et non telle autre, les résultats étant déterminés par le moment de l'effort et par les conditions hydrologiques et autres et de garder uniquement les individus de cette espèce qui ont atteint une certaine taille lorsque la dimension des mailles intervient. Les problèmes sont différents cependant lorsqu'on a affaire à différents stocks ou à différentes espèces car la gestion classique par espèces devient difficile, voire impossible avec les engins utilisés. On le constate concrètement dans l'Atlantique Nord, où des problèmes de plus en plus complexes d'interaction entre espèces ou entre engins remettent en question la théorie et la pratique qui sous-tendent la définition des quotas. On pourrait éliminer certaines interactions entre engins par des solutions techniques et certaines autres par une meilleure évaluation des stocks 46/.

105. Il est courant maintenant de réglementer les mailles mais on commence seulement à réglementer les engins, ainsi que le prouvent les récentes interdictions du chalutage à proximité des côtes, selon la distance ou la profondeur : en Malaisie et au Sénégal dans une bande 6 milles, en Inde dans une bande de 5 kilomètres pour les petits chalutiers et 10 kilomètres pour les

grands, au Suriname et en Guyane française jusqu'à certaines profondeurs et dans le golfe du Mexique par saison et par zone. On peut aussi tenter de limiter les efforts de pêche, par exemple l'Australie réglemente la taille des chaluts et le nombre de chaluts par navire.

d) Marquage des engins de pêche

106. Il y a un rapport évident entre le marquage des engins de pêche et les problèmes d'emmêlement dans des filets ou des engins de pêche abandonnés, mais il n'existe pas de réglementation, directives ou pratiques communes au niveau international pour les engins déployés au-delà des limites de la juridiction nationale. Un groupe consultatif d'experts de la FAO (juillet 1991) a maintenant entrepris ce travail. Le but principal des marques normalisées est de déterminer qui est le propriétaire ou de faire apparaître la position des engins dans l'eau. Cela aidera aussi les Etats à s'acquitter de leurs obligations découlant de l'annexe V de MARPOL (qui concerne les engins perdus ou abandonnés) ; il devrait donc y avoir moins d'engins abandonnés en mer et il sera plus facile de repérer et de récupérer les engins perdus 47/.

107. Etant donné l'intérêt que présenteront les directives également pour les Etats côtiers, diverses recommandations ont été formulées quant aux modalités d'application, par exemple faire du marquage une condition de la licence. Une des suggestions formulées tend à soumettre les engins qui rassemblent le poisson (comme les récifs artificiels) à un régime d'approbation préalable et d'enregistrement. Il y a pour l'instant très peu de règles juridiques ou administratives applicables à ces engins. Par souci de la sécurité de la navigation, il est recommandé de traiter ces engins comme n'importe quelle autre croche ou structure en mer. L'OMI examine maintenant les moyens d'incorporer ces nouvelles directives dans les règles de navigation 48/.

2. Renforcement de la coopération internationale

108. Diverses instances régionales et mondiales se sont déclarées vivement préoccupées par la portée et l'efficacité de la coopération internationale dans le domaine de la pêche. Ainsi, en juillet, lors de leur sommet économique, les Sept, reconnaissant la menace que constituait une pêche trop intensive et d'autres pratiques nuisibles ont demandé la mise en application de mesures de protection conformément au droit international, insistant pour un respect plus strict des mesures prises dans le cadre des régimes établis par les organisations de pêche régionales et une mise en application et un suivi plus efficace de ces mesures. D'une manière générale, on a demandé un resserrement de la coopération aux niveaux bilatéral, régional et mondial pour assurer la protection et l'exploitation dans les meilleures conditions possibles des ressources de la haute mer, des stocks de poisson chevauchant plusieurs zones économiques exclusives ou une zone économique exclusive et un secteur adjacent, des grands migrateurs et des ressources halieutiques transfrontières que l'on trouve dans la limite de la juridiction d'un ou plusieurs Etats côtiers. Pour une meilleure coopération il faut élargir la recherche, améliorer les systèmes de données destinées à faciliter la recherche et la gestion, mettre au point des pratiques de pêche qui réduisent

au minimum le gaspillage et les prises accessoires et renforcer les mesures de contrôle et de surveillance. Les Etats côtiers ont maintenant une telle expérience en matière d'accords relatifs aux droits d'accès que dans plusieurs régions ils sont en mesure d'adopter des positions communes fermes quant aux conditions d'accès minimales.

109. Ainsi donc, la coopération dans le domaine de la pêche s'oriente dans deux grandes directions : la coopération entre Etats côtiers en vue de réaliser les objectifs que ne pourrait atteindre un seul Etat, et la coopération, encore embryonnaire (sauf pour le thon), concernant la pêche au-delà des limites de la juridiction nationale.

a) Questions prioritaires à l'échelon régional

110. Il y a lieu de noter que beaucoup d'organisations régionales, notamment les organismes des pêches, ont souligné la nécessité d'établir une coopération étroite entre programmes et organisations, notamment entre la FAO, l'OCI et le PNUE, pour faciliter les activités de recherche et d'évaluation et protéger les ressources halieutiques et les écosystèmes de la pollution et d'autres types de dégradation. La réglementation en matière de pêche est insuffisante et un problème important est la diaspersion des responsabilités entre un grand nombre d'organisations internationales et nationales compétentes eu égard aux aspects pertinents de l'exploitation des ressources et de l'environnement. Il ressort clairement des différentes communications régionales, présentées dans le contexte de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), que le problème prioritaire est d'établir des régimes de gestion efficaces et intégrées pour la pêche et l'habitat aquatique.

La Communauté européenne

111. La situation en Europe est caractéristique de celle qui règne dans le monde et la politique en matière de pêche de la Communauté dans les années à venir risque fort d'être dictée par la nécessité de préserver les stocks de poisson ⁴⁹/. Plusieurs constatations ressortent d'études effectuées sur la situation des stocks dans la région : une pêche trop intensive pendant de nombreuses années, aggravée par des niveaux de PTA (prise totale autorisée) trop élevés ; la capture d'un nombre excessif de poissons trop jeunes au mépris des mesures techniques de conservation : la surcapacité des flottilles (actuellement 40 %) ; et un rejet excessif, notamment dans les pêcheries mixtes, pour éviter un dépassement des quotas et pour respecter les règlements en matière de prises accessoires. Pour limiter les activités on a eu essentiellement recours au système PTA/quota (division de la PTA en quotas par Etat) ; les mesures techniques de conservation (largeur des mailles, saisons et zones où la pêche est interdite) sont essentiellement employées pour protéger les alevins, les zones de frai et les lieux d'alevinage.

112. On a déjà essayé d'appliquer d'autres mesures qui font l'objet de controverses. Ainsi en vertu de restrictions supplémentaires appliquées à plusieurs stocks de la mer du Nord à partir de 1991, pour réduire le risque de

dépassement de nouveaux quotas plus faibles, certains bâtiments doivent **rester** un certain nombre de **jours au port** et une **zone de 12 milles est** généralement **réservée exclusivement** aux navires loeaux.

113. Les **principes** de base du système adopté par la Communauté sont actuellement à l'étude et la Commission **présentera** un rapport **d'ici** la fin de 1991.. **Jusqu'ici**, les **efforts** ont **essentiellement** **porté** sur une **révision complète** du **système PTA/quota**, l'adoption de mesures plus **rigoureuses** pour superviser et contrôler les activités de pêche et la **mise en oeuvre** de mesures techniques de conservation plus **strictes**. Les **experts** ont demandé **d'abaisser** le6 PTA, de perfectionner le **système** pour la pêche portant **sur plusieurs espèces** afin que les **PTA** soient **établis en tenant compte** des **rapports** entre le6 **différentes espèces**, et de fixer le6 **PTA** en **faisant** preuve de cohérence **dans** le temps afin d'**encourager l'industrie** à planifier **ses** activités à plus longue **échéance**. On a également **insisté** sur la **nécessité**, pour **assurer** le **respect** des quotas, de les fixer par **bateau** et d'**oeuvrer** plus énergiquement à éliminer la surcapacité de6 flottilles de pêche, ca6 de la recommandation **visant** à la **réduire** dan6 une **proportion** pouvant **aller jusqu'à 40 %** pour les **espèces** les plus **menacées** de la mer du Nord.

114. Si un **large consensus** s'est fait **au** sein de la CEE sur le maintien du **système PTA/quota 50/**, on a également reconnu que certains ajustements s'**imposaient** : par exemple une **fois** les PTA et quotas **fixés**, il **faudrait** avoir **soin** de **définir** plus **précisément** la **quantité** de **prises** tolérable par stock et **d'établir** de6 **limites quantitatives** en **tenant** plus exactement **compte** de6 caractéristiques **propres** à **certaines zones** et de l'interaction des stocks **biologiques**. On est également sensible à la **nécessité** d'améliorer les **mesures** techniques de conservation, de renforcer la **mise** en application des **règlements** et de **réduire** la **surcapacité**.

Méditerranée

115. Dans la **Méditerranée**, la coopération régionale **est** différente de ce qu'elle **est** dan6 d'autres régions du monde en ce **sens** qu'il existe **très** peu de **zones** économiques exclusive6 de **sorte** que les mesures de restriction doivent être mises au point à l'échelon international. Toutefois, le **Conseil général des pêches** pour la Méditerranée (CGPM) n'a pas **encore** fait **usage** du pouvoir qui est le sien de recommander de6 mesures **de** conservation et de gestion. Cette situation **est** apparue notamment en ce qui concerne la création de **zones** protégées où la pêche est interdite ou la restriction de l'emploi de certains types d'engins, en particulier le6 **filets dérivants**. Pour les pays de la CEE, le problème est différent en ce sens que l'adoption de mesures de protection **des zones** à l'extérieur de la mer territoriale contre les activités de pêche exige une décision du Conseil de la CEE; la proposition concernant l'élaboration de directives sur la protection de6 habitats qui **est** actuellement en cours de négociation **indique** toutefois un certain intérêt dan6 ce sens. En Méditerranée, les questions écologiques, notamment les **activités** de pêche, retiennent de plus en plus l'**attention** de la Communauté européenne et de la CEE de l'ONU. En outre, la COI, qui s'intéresse à faire de la Méditerranée une zone d'essai, envisage de **nouveaux efforts**.

Pacifique Nord

116. Dans le Pacifique Nord, l'attention s'est centrée sur la coopération en matière de recherche scientifique marine - englobant la pêche et la recherche sur le milieu marin -, sur le modèle de6 activités du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) pour l'Atlantique Nord. Une convention portant création de la North Pacific Marine Science Organisation (PICES) a été adoptée le 12 décembre 1990 par le Canada, la Chine, les Etats-Unis, le Japon et l'URSS. La zone dont s'occupe cette nouvelle organisation est définie comme la région tempérée et subarctique du Pacifique Nord et ses mers adjacentes, notamment au nord du 30e degré de latitude N. L'article XII dispose qu'aucune disposition de la Convention ni les activités de l'Organisation relative à son application n'affecte la souveraineté, les droits souverains et la juridiction d'un Etat partie sur sa mer territoriale, la zone économique exclusive de 200 milles ou le plateau continental. La Convention est ouverte à d'autres pays. Des efforts sont également en cours pour négocier une nouvelle convention sur la prise en haute mer d'espèces anadromes, afin de remplacer la Commission internationale des pêches du Pacifique Nord; cette nouvelle convention viserait l'URSS aussi bien que le Canada, les Etats-Unis et le Japon. Des négociations sont en cours sur la gestion de6 activités de pêche dans la partie centrale de la mer de Bering (secteur en forme d'anneau) entre la Corée, le Japon, la Pologne et la Chine et, également, l'URSS et les Etats-Unis en tant qu'Etats côtiers.

Océan Atlantique

117. En Afrique, la coopération entre les Etats côtiers a été considérablement élargie avec l'adoption, le 5 juillet, d'une convention sur la coopération dans le domaine de la pêche entre Etats africains riverains de l'océan Atlantique (22 Etats, du Maroc à la Namibie) à la deuxième session de la Conférence ministérielle réunissant ces Etats 51/.

118. Cette convention, qui a un caractère général, englobe la recherche scientifique marine, la protection de l'environnement et les aspects développement, évaluation, gestion et conservation de6 pêcheries. Elle envisage non seulement l'harmonisation de6 politiques mais également une large coordination des efforts. La Convention obéit à une politique d'ouverture vers l'extérieur en ce sens qu'elle demande aux Etats membres de concerter leurs efforts visant les grands migrateurs, dans le cadre des organisations internationales compétentes, et recommande l'échange d'informations et la tenue de consultations en vue d'harmoniser les positions lors de conférences internationales sur la pêche et afin que chacun puisse bénéficier de6 expériences des autres en matière d'accords avec des tiers.

119. La Conférence ministérielle a mis fortement l'accent sur la nécessité pressante de mettre en place un cadre durable pour la coopération régionale en matière de suivi, de contrôle et de surveillance et d'obtenir l'appui de la communauté internationale, notamment, son aide financière, pour lutter contre toutes les formes de pêche illégale. La Commission des pêches, composée de

représentants du Cap-Vert, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Mauritanie et du Sénégal, a fait également des demandes en ce sens à propos de l'établissement d'un registre de 6 bâtiments dans cette sous-région 52/.

Atlantique Sud

120. Dans l'Atlantique Sud, l'Argentine et le Royaume-Uni ont constitué, en novembre 1990, un nouvel organe bilatéral, la Commission des pêches de l'Atlantique Sud. Cet accord prévoit la création d'une zone de protection au large des Falkland (zone de 150 milles) et interdit temporairement toutes les activités de pêche commerciale aux bâtiments battant tout pavillon entre 45° et 60° de latitude S (zone de 200 milles). On s'est beaucoup inquiété de la pêche anarchique et irresponsable pratiquée au-delà de la limite de 150 milles, notamment la pêche aux encornets. Les deux Etats communiqueront des renseignements sur les opérations des flottilles de pêche, les prises appropriées, les statistiques et analyses des stocks des espèces les plus importantes. La Commission examinera les renseignements reçus, recommandera des mesures de conservation, proposera des recherches scientifiques communes et recommandera également, conformément au droit international, les mesures à prendre pour la conservation dans les eaux internationales des migrateurs et des stocks chevauchant plusieurs zones économiques exclusives ou une zone économique exclusive et un secteur adjacent, de même que les espèces connexes. La Déclaration commune précise que rien dans l'organisation ou les travaux de la présente réunion ou de réunions ultérieures de même nature doit être interprété comme une modification de position de l'une ou l'autre partie quant à la souveraineté ou à la juridiction territoriale et maritime sur les îles Falkland, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes.

Caraïbes

121. Dans les Caraïbes on a mis à la fois l'accent sur une coopération plus large et sur une coopération sous-régionale. A l'instar de ce qui se fait dans le Pacifique Sud et maintenant dans l'Afrique atlantique, on a insisté de plus en plus sur la nécessité d'harmoniser les mesures de gestion à une différence près toutefois : la géographie de la région et le partage des ressources biologiques et économiques ont créé une tendance marquée vers l'adoption d'une politique de "stock partagé". Compte tenu également de l'accroissement notable de la pêche aux grandes espèces pélagiques migratoires, on s'intéresse vivement à élaborer des plans communs de gestion. Concrétisés dans une première étape par l'échange des données scientifiques et autres nécessaires 53/.

122. D'autres faits témoignent de la volonté de renforcer la coopération sur la recherche relative aux stocks partagés dans la région. Ainsi Trinité-et-Tobago et le Venezuela ont signé un protocole de recherche sur les ressources halieutiques et des pays d'Amérique centrale (du Mexique au Panama) ont montré un vif intérêt à effectuer des recherches communes sur la crevette et le homard analogues à celles du groupe de travail sur la crevette du plateau Guyana-Brésil.

3 . Coopération concernant les grands migrateurs

Méditerranée

123. Dans la Méditerranée, un événement important a été la convocation en juin 1990 de la première réunion commune d'experts entre le Conseil général des pêches pour la Méditerranée (CGPM) et la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA). Elle a été l'occasion de mettre en lumière les problèmes que posent la mise en place de mécanismes d'évaluation des stocks et, par voie de conséquence, de gestion lorsqu'un certain nombre de pays ne sont pas membres de l'organisation compétente (en l'occurrence la CICTA) et lorsque les dispositifs de coordination en place sont insuffisants 54/.

124. En l'absence d'objections, la CICTA a recommandé la mise en oeuvre, à compter de juillet 1991, de mesures régulatrices pour la conservation de l'espadon de l'Atlantique. Ces mesures prévoient une réduction de 15 % des prises dans l'Atlantique Nord, afin de les ramener à ce qu'elles étaient en 1988, et une interdiction, applicable à tout l'Atlantique, de capturer des poissons plus petits que la taille spécifiée, toute prise accidentelle en dessous de la taille légale étant limitée au maximum à 15 % de la prise totale. Il y a lieu de noter que la CICTA a expressément indiqué que les parties dont les prises sont relativement peu importantes doivent également se conformer à ces mesures et que les Etats non membres de la CICTA seront informés des nouveaux règlements afin de coopérer en adoptant des mesures de conservation analogues.

Océan Indien

125. Une nouvelle organisation intitulée Western Indian Ocean Tuna Organization, ouverte exclusivement aux Etats côtiers, a été créée en vertu de la Convention des Seychelles en juin 1991. Un certain nombre d'Etats de la région participent également aux activités de l'Association thonière, qui bénéficie de l'appui de la Communauté européenne. La Conférence de l'Océan Indien sur la coopération en matière maritime (IOMAC), qui s'intéresse également d'une manière générale aux questions de développement et de gestion de la pêche, a fait ressortir qu'il est essentiel d'éviter des chevauchements d'efforts et de promouvoir une coopération régionale effective en ce qui concerne la gestion des thonidés. Elle s'est donc attaquée, sans tarder, à l'examen de l'ensemble des mesures, accords et programmes concernant la mise en valeur et la gestion des ressources en thon afin de donner aux Etats membres un tableau plus juste des avantages comparés des divers accords institutionnels pour la recherche sur les ressources en thon et la gestion et la mise en valeur de ces ressources dans la région. Les progrès que l'on enregistre dans ce domaine des sciences de la mer faciliteront la coopération en matière de pêche et l'IOMAC devrait accorder une priorité élevée à ce secteur. La COJ est en train d'étudier s'il ne serait pas préférable, pour des raisons logistiques et scientifiques, d'avoir une seule sous-commission pour tout l'Océan Indien.

Pacifique Sud

126. Dans le Pacifique Sud, l'Accord sur le thon entre les Etats-Unis et les Etats insulaires est maintenant en vigueur depuis quatre ans. Durant les trois premières années, les pays insulaires ont reçu plus de 49 millions de dollars et plus de 40 bâtiments américains opèrent dans la région. En mars 1991, les Etats-Unis et la France ont signé un accord qui permet aux navires américains de pêcher dans la zone économique exclusive de la Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis et Futuna. Il y a lieu de faire observer que les Etats-Unis font maintenant valoir un droit de juridiction souveraine sur le thon et tous les autres grands migrateurs trouvés à l'intérieur de la zone économique exclusive des Etats-Unis, à compter de janvier 1992, et reconnaissent les revendications analogues d'autres Etats côtiers, depuis novembre 1990. Le nouveau mode de communication directe par l'intermédiaire de l'Organisation internationale des télécommunications maritimes par satellite (INMARSAT) et de l'expérience pan-pacifique d'éducation et de communications par satellite (PEACESAT) entre l'Agence de pêcheries du Forum du Pacifique Sud et ses membres devrait permettre de renforcer les mesures de surveillance et de contrôle dans la région. Pour sa part, le Western Pacific Regional Fisheries Management Council des Etats-Unis, en prévision de l'obligation qui sera faite aux palangriers opérant dans la zone du Conseil d'être équipés de transpondeurs, met à l'essai divers systèmes de poursuite des navires.

4. Pêcheries en haute mer et stocks chevauchant plusieurs zones économiques exclusives ou une zone économique exclusive et un secteur adjacent

127. Il y a 20 ans on estimait en gros les prises au-delà du plateau continental entre 1 à 5 % de l'ensemble des prises. Aujourd'hui cette proportion est vraisemblablement beaucoup plus élevée si l'on tient compte de l'expansion considérable qu'a pris la pêche hauturière dans certaines régions : dans le Pacifique Nord pour le calmar et le saumon, dans la partie centrale de la mer de Béring pour le lieu jaune, dans le Pacifique Central, le Pacifique Sud et l'océan Indien pour le thon germon, dans le Pacifique Sud-Est pour le chinchard et, dans l'océan austral pour le krill et la morue de l'Antarctique.

120. La plupart des ressources biologiques de la haute mer pèssent une partie de leur vie dans les zones économiques exclusives. Les commissions des pêches, sauf pour le thon et pour la baleine, étendent leurs activités aux zones côtières où traditionnellement elles concentrent leurs efforts. La plupart fonctionnent par accord général et n'ont pas le pouvoir d'imposer des mesures de gestion ou de conservation: celles qui sont habilitées à recommander des mesures l'ont rarement fait. La plupart n'ont pas le poids nécessaire pour exercer les pressions économiques nécessaires pour faire adopter des mesures de conservation ou les moyens de réunir et d'analyser les données de base exigées pour définir les besoins en matière de conservation. La plupart, pour ne pas dire toutes, ont à diverses reprises fixé des PTA/quotas plus élevés que ceux recommandés par les études scientifiques. Les

organismes qui contrôlent **spécifiquement** l'exploitation des ressources de la haute mer et des ressources halieutiques transfrontières se heurtent à des problèmes de **contrôle** supplémentaires, notamment des **problèmes de collecte** de données et d'évaluation des stocks, **tâche** qui englobe non seulement les stocks océaniques mais également les ressources des **zones économiques exclusives/haute mer**. Le problème, **tel qu'il est vu**, s'étend aussi à la **difficulté** d'obtenir des données **objectives** sur les prises accidentelles. Dans le cas de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, ces problèmes ont été aggravés par le fait que des navires changent de pavillon pour arborer celui d'Etats non membres afin d'échapper aux **contrôles**. On se pose aussi des **questions** quant à l'efficacité des **accords** en ce qui concerne les nouveaux arrivants, qui n'ont **jamais pêché** auparavant dans la région et qui ne devaient pas membres de l'organisation concernée.

129. Il est essentiel de mieux connaître les ressources de la haute mer : la **structure** des stocks (populations et secteurs naturels de **gestion**), les migrations (routes et **taux**), la **reproduction** (cycles de vie, modes de **reproduction**), les interactions bio-économiques, les questions relatives à la répartition, les **stratégies** des flotilles **hauturières** (répartition **par zone** et par saison) et la dynamique des flotilles de **pêche**. Il faut absolument **établir** un programme de travail **international**, questions qui seront **examinées** au cours des consultations d'experts qui doivent commencer en 1992. Le Comité des pêches et le Conseil de la FAO ont **décidé** que la question d'une gestion rationnelle des ressources biologiques de la haute mer **mériterait** un examen plus **approfondi** par la FAO avec le concours du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU. Cette question **fera** l'objet de consultations d'experts qui seront suivies d'une **réunion** intergouvernementale.

3.30. L'élaboration du régime du droit de la mer pour la gestion rationnelle et la protection des ressources biologiques de la haute mer est maintenant **fermement inscrite** à l'ordre du jour international. Si cela tient en grande partie à l'importance de la question de la **pêche** aux grands **filets** pélagiques **dérivants**, il faut souligner qu'il ne s'agit là que d'un symptôme de problèmes beaucoup plus **vastes** auxquels doivent **faire face** les pêcheries mondiales dans les limites de la juridiction nationale et **au-delà**. Un autre symptôme est la **pêche** trop intensive à proximité des zones économiques exclusives par des flotilles se livrant à la **pêche** lointaine. Les rapports **faisant état** de ce problème viennent jusqu'ici de l'Atlantique Nord-Est, de la mer de Bering, du Pacifique Sud-Est et de l'Atlantique Sud-Est, mais on en ignore encore toute l'étendue. Ainsi les Etats du Pacifique Sud-Est et des Caraïbes orientales ont vivement engagé la communauté internationale à réaliser des **études** scientifiques, techniques et économiques en vue de prendre les mesures qui s'imposent et de mettre en place des **mécanismes** pour la protection et l'exploitation optimales des ressources biologiques dans les zones **au-delà** de la limite de 200 milles où l'on trouve les mêmes stocks ou **espèces** que dans les zones maritimes nationales. Pour mener à bien, une telle entreprise il faut notamment que les responsables des opérations de **pêche** en haute mer fournissent des **statistiques** fiables sur lesquelles les Etats côtiers qui **pêchent** les mêmes populations ou des **espèces** connexes puissent s'appuyer pour gérer leurs ressources.

131. Des consultations d'experts, organisées par l'Office des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU en juillet 1991, se sont attaquées à l'examen du régime juridique applicable à la pêche en haute mer. Un rapport sera publié sous peu. On a conclu que pour appliquer correctement les dispositions de la Convention sur le droit de la mer, il faut bien comprendre les droits et devoirs des Etats qui font valoir un droit de pêche en haute mer, en commençant par reconnaître que le droit de pêche est sujet à des obligations visant la protection et la gestion des ressources en question et aussi par reconnaître les droits, devoirs et intérêts des Etats côtiers lorsqu'il s'agit des stocks de grands migrateurs et des stocks chevauchant plusieurs zones économiques exclusives ou une zone économique exclusive et un secteur adjacent. La Convention établit les droits respectifs des Etats dans ces deux cas et fournit ainsi une base pour régler les conflits d'intérêt. Il y a lieu de noter que lorsqu'il y a conflit entre l'exploitation et l'obligation de protéger et de gérer, la Convention tranche pour cette dernière, aussi bien dans le cas de la haute mer que celui des zones économiques exclusives.

132. On a également conclu qu'à l'avenir il faudra s'occuper non seulement des aspects juridiques mais également des aspects institutionnels et politiques : les normes recommandées en matière de gestion doivent être constamment mises à jour et les organismes des pêches sous-régionaux et régionaux doivent adopter des régimes de gestion particuliers. Les régimes de gestion, souligne-t-on, doivent être fondés sur une évaluation scientifique des stocks, les prises autorisées et l'allocation de quotas: il faut tenir compte aussi d'autres mesures de gestion, le cas échéant, ainsi que des mécanismes internationaux et nationaux de surveillance et d'application. L'établissement de statistiques sur les prises et autres données susmentionnées ne pourra se faire sans que les Etats et les organisations prennent diverses mesures.

133. La consultation d'experts qui a eu lieu récemment a proposé certaines directives pour faciliter un accord général sur les instruments juridiques, institutionnels et politiques à mettre en place pour améliorer le régime de la Convention relative à la haute mer.

5. Mammifères marins

134. A sa réunion annuelle de mai, la Commission internationale baleinière a décidé de différer son examen du moratoire sur la pêche commerciale à la baleine jugeant que les méthodes à employer pour appliquer une nouvelle procédure de gestion des ressources méritaient un examen plus approfondi. Des propositions formulées par le Japon, l'Islande et la Norvège en vue d'adopter la nouvelle procédure pour 1992, tout au moins pour les petits rorquals, ont été rejetées. Il en a été de même des propositions formulées par l'Islande et l'URSS concernant la prise de petits rorquals ou de rorquals à des fins scientifiques. L'Islande a menacé de se retirer de la Commission internationale baleinière.

135. Outre les questions relatives au moratoire sur la pêche commerciale à la baleine et sur les questions concernant le système de permis de recherche scientifique, les autres faits nouveaux intéressent essentiellement les petits cétacés. En octobre 1990, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Danemark ont conclu un accord sur la protection des phoques dans la mer de Wadden: il s'agit là du premier accord de cette nature établi en vertu de la Convention de Bonn de 1979 relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage. Les dispositions de cet instrument visent la coordination des activités de recherche et de suivi, l'interdiction de capturer des phoques sauf à des fins de recherche, la protection de l'habitat et la prévention de la pollution. Des mesures effectives de protection figureront dans le plan de préservation et de gestion qui sera établi en application de la Convention de Bonn (art. IV). Le Mémoire d'accord de 1990 sur les petits cétacés dans la mer du Nord doit être suivi d'un accord sur la protection des espèces marines de la mer du Nord et de la Baltique, toujours conformément à la Convention de Bonn de 1979.

D. Faits nouveaux concernant les orientations de la recherche scientifique marine

136. L'océanographie est sur le point d'entrer dans une nouvelle ère d'observation systématique des océans, d'où la nécessité pressante d'appuyer fermement les accords de coopération mis en chantier ou entérinés par les organisations internationales, de mettre au point de nouvelles méthodes de financement de la recherche, et de développer les politiques nationales et les infrastructures. L'ampleur de la coopération requise pour acquérir des connaissances beaucoup plus approfondies sur les systèmes et processus océaniques et l'impact important des activités humaines sur l'environnement marin ont amené à jeter un nouveau regard sur les droits et devoirs des Etats en ce qui concerne la recherche scientifique et marine, énoncés dans la partie XIII de la Convention.

137. Les études climatiques exigent en particulier que l'on comprenne bien mieux le système océanique mondial que ce n'est actuellement le cas. Les efforts actuels doivent nécessairement se concentrer sur les études mondiales dans le but de surveiller les aspects déterminants de la variabilité des océans, plutôt que de produire un ensemble de données uniformes. On s'intéresse donc tout particulièrement à l'Atlantique Nord, à l'océan Austral, à l'océan Arctique et aux océans tropicaux, surtout en ce qui concerne le phénomène El Niño et les moussons. A mesure que ces études mondiales livreront des clefs sur les variations régionales et sous-régionales du changement climatique, il faudra procéder à des ajustements du centre d'intérêt des activités. La coordination de la définition scientifique des problèmes et objectifs pertinents ainsi que la mise au point de programmes d'enquête est une responsabilité internationale, tandis que la gestion des recherches devra nécessairement être largement confiée aux autorités nationales. Les nations participantes devraient mettre en place leurs propres contributions scientifiques en fonction de leurs moyens et intérêts, et compte tenu du fait qu'il n'est pas toujours nécessaire d'avoir recours à des techniques avancées, notamment pour ce qui concerne les stations installées à

hauteur du niveau de la mer, les mesures de bathythermographes non récupérables et le déploiement de bouées dérivantes, la COI a souligné qu'en fait, on pouvait efficacement décentraliser ces fonctions de coordination extrêmement complexes en désignant certains membres comme Etats chefs de file pour certaines activités, comme l'ont souvent proposé les organismes régionaux.

138. Les recherches de grande envergure se concentrant progressivement sur certaines questions et certains domaines. il est possible que ce processus finisse par revêtir sans aucune nécessité un caractère politique, à moins que l'on applique strictement le régime de consentement prévu par la Convention, que l'on ne soit pleinement conscient de la nécessité d'éviter tout conflit sur les conditions d'accès, et que l'on ne cesse de s'attacher à promouvoir et à appuyer les recherches fondées sur les priorités scientifiques établies par la communauté internationale. Les études de la circulation océanique mondiale ne sont pas seulement importantes pour ce qui est des questions climatiques; on peut aussi s'attendre à ce qu'elles donnent des résultats concernant les processus biologiques, ce qui aura dans l'avenir des incidences sur d'autres questions, par exemple les pêcheries ou les rejets en mer de déchets dangereux et risque donc de politiser encore ces recherches. Il importera donc au premier chef d'encourager et de maintenir des liens étroits entre les organismes scientifiques à tous les niveaux et d'appuyer un consensus scientifique sur certains domaines d'intérêt particulier.

139. On met de nouveau l'accent en ce moment sur l'importance de l'article 247 de la Convention concernant l'application concrète du régime de consentement: cette disposition accorde un statut particulier aux projets de recherche scientifique lancés par des organisations internationales ou sous leurs auspices dans la mesure où l'organisation intéressée n'est pas tenue de demander à un Etat membre de l'organisation qui n'a exprimé aucune objection au projet ou est lié par un accord à cette organisation d'approuver le projet en cause. Le guide relatif aux dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer concernant la recherche scientifique marine 55/, établi sous l'égide du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer et de la COI en 1990 propose une formule standard de demande d'autorisation en vue de procéder à des recherches scientifiques marines dans les secteurs relevant d'une juridiction nationale. On y fait observer qu'il serait souhaitable que les organisations internationales utilisent aussi une formule du même type aux fins de notifier le projet en cause à l'Etat côtier concerné.

140. A l'heure actuelle, trois principaux programmes océaniques internationaux sont axés sur des questions climatiques: l'expérience sur la circulation océanique mondiale (WOCE), l'étude des variations des océans tropicaux et de l'atmosphère globale (TOGA). et l'étude mondiale sur les flux océaniques (GOFs). Dans le cas des programmes WOCE et TOGA, il est impératif de pouvoir bénéficier d'un accès fiable aux zones côtières pour obtenir des données sur les températures et les courants selon les grilles géographiques et chronologiques les plus larges possibles. En ce qui concerne le GOFs, il est essentiel d'avoir accès au plateau continental pour y prélever des carottes de sédiments; enfin, tous ces programmes nécessitent des observations

hydrographiques in situ visant à établir l'exactitude des données de surface en vue de vérifier les observations par satellite. Le WOCE est particulièrement tributaire de la possibilité d'observer de grandes surfaces dans les délais les plus courts possible pour obtenir des ensembles de données quasi simultanées sur les caractéristiques de la circulation et de revenir sur les lieux d'observation pour obtenir des séries complètes de mesures répétitives. Les Etats côtiers intéressés sont donc priés d'avoir ces exigences à l'esprit et de ne pas compromettre par des retards l'intérêt de ces ensembles de données lorsqu'ils doivent donner leur autorisation à ces travaux ou au cours de leur exécution.

141. La recherche scientifique marine en général, et les recherches climatologiques en particulier s'appuieront de plus en plus sur l'utilisation de matériel de mesure autonome : des appareils ancrés pour mesurer la vitesse des courants en un point donné, des flotteurs évoluant entre deux eaux pour déterminer les courants, des bouées dérivantes de surface pour en mesurer la vitesse et corréler les paramètres de surface avec les mesures satellitaires. On prévoit d'utiliser des batteries d'instruments ancrés dans tous les océans, et de les lier de diverses manières aux observations hydrographiques, aux expériences concernant les processus ou à d'autres types de mesures; le choix de tous les types de flotteurs et bouées dérivantes (il y en aura environ 6 000) sera fait en fonction des applications prévues et du rapport coût-utilité. L'objectif est d'observer la circulation océanique simultanément et de manière continue sur de grandes étendues et pendant de longues périodes. Le groupe de coopération pour la mise en oeuvre des programmes de bouées dérivantes COI/OMM se penche actuellement sur les questions de transmission des données. Les Etats côtiers sont donc priés d'avoir à l'esprit non seulement la nécessité d'un accès au matériel lui-même, mais aussi d'un accès aux navires qui mettent en place et récupèrent ces appareils autonomes. Il sera essentiel aussi de pouvoir accéder à plusieurs reprises aux instruments de mesure. Il sera peut-être nécessaire d'utiliser également des avions si les navires ne parviennent pas à déployer ces instruments dans les quantités prévues.

142. Les travaux concernant les aspects juridiques des systèmes d'acquisition de données océaniques (SADO) ont considérablement avancé du fait que la COI a établi un projet de convention sur lequel se fonderont les futurs travaux d'experts que doivent organiser la COI, l'OMM et le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU, en tant que membres du Comité intersecrétariats pour les programmes scientifiques se rapportant à l'océanographie (CIPSRO). L'examen des résultats par les 6 gouvernements devrait être grandement influencé par les nouvelles conceptions sur les besoins des divers systèmes d'observation des océans existants et projetés.

143. L'Assemblée de la COI a proposé de créer un système mondial d'observation de l'océan à partir d'un certain nombre de programmes de coopération existants. Il ne s'agit pas en fait d'une nouvelle notion, mais plutôt d'une adaptation à de nouvelles exigences et de nouvelles possibilités, résultant en particulier de progrès technologiques importants. On a établi une stratégie de conception et de mise au point de systèmes portant non seulement sur les

études climatiques, mais aussi sur les recherches concernant les ressources biologiques marines et la pollution des zones **côtières** ainsi que la fourniture de **services** océaniques. L'Assemblée a souligné l'importance d'une méthode intégrée qui garantirait que les activités **menées au** titre de divers programmes et **dans** différentes régions ainsi que sur des phénomènes particuliers soient pleinement examinées et coordonnées d'une manière synergique. Elle a aussi adopté une déclaration soulignant **combien** il importait de **reconnaître** les observations et la recherche océaniques **dans** la convention **cadre** sur le changement climatique **56/**. Une autre déclaration sur les **océans** et le **climat** a été **adoptée** lors **d'une réunion** extraordinaire convoquée par le Gouvernement maltais en juillet, ainsi qu'un **projet** d'article dont **on** pourrait envisager **l'inclusion dans** la nouvelle convention. **On** y invite **les** Etats **à** coopérer, directement **ou** par l'intermédiaire d'organisations **internationales** habilitées (**telles** que la COI et **l'OMM**), afin de promouvoir des études, de **lancer** des programmes de recherche scientifique et d'observations systématiques et d'encourager les échanges de renseignements et de **données** indispensables en ce qui **concerne** l'étude du **rôle** des **océans** **dans** le changement climatique. Les Etats sont **également priés** de s'efforcer de **participer** activement **aux** programmes régionaux et mondiaux **conçus dans** le but d'acquérir ce **type** de connaissance. La section 2 de la partie XIII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer **énonce** certaines obligations de coopération internationale en matière de recherche scientifique marine, notamment de coopération entre les Etats et les organisations internationales pour **créer** des conditions favorables **à** la conduite de la recherche **dans** le milieu marin et unir les efforts des chercheurs qui étudient la nature des phénomènes et processus dont il est le lieu et leurs interactions (art. 242 à 244). D'autres dispositions ont trait **à** la coopération internationale en **matière** d'études, programmes de recherche et **échanges** de renseignements et de données concernant la pollution du milieu marin, ainsi qu'à la surveillance et **à** l'évaluation écologiques (**art. 200** et **204**).

144. La gestion et **l'échange** des données et des informations sont actuellement considérées **comme** l'une des **tâches** les plus ardues de la recherche sur le changement climatique mondial, si bien que **l'on** reconnaît **désormais** la nécessité, en particulier pour les principaux **Etats** qui effectuent ces recherches, d'une politique intergouvernementale clairement définie. L'Assemblée de la COI a souligné l'importance **d'un échange** de données et d'informations libre, ouvert et **sans** retard ainsi que d'un **accès** libre de tous les **participants** aux **résultats** de ces recherches. Parmi les éléments que **l'on** propose de **retenir dans** cette politique figurent les suivants : engagement **permanent** d'établir, de **maintenir**, de valider des **ensembles** de données de haute qualité et **à long terme** ainsi que d'en assurer **l'accessibilité** et la distribution : communication aux **chercheurs** du monde entier de l'ensemble des séries de **données** mondiales. **sans aucune** restriction : préservation de toutes les données nécessaires **à** la recherche sur le changement climatique mondial **à long terme** et conservation d'archives : mise en place de **critères** et de procédures **permettant** de fixer des priorités **dans** l'acquisition des données : **enfin**, fourniture de données aux chercheurs **au coût** le moins **élevé possible**. L'Assemblée lance aussi un appel pressant en faveur d'une grande expansion de

/...

la coopération internationale de manière à assurer l'accès le plus large possible à des données de qualité contrôlée ainsi que l'accès aux régions géographiques où l'on peut obtenir ces données.

V. LA COMMISSION PRÉPARATOIRE DE L'AUTORITÉ INTERNATIONALE
DES FONDS MARINS ET DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT
DE LA MER

145. La Commission préparatoire s'est réunie deux fois en 1991 : elle a tenu sa neuvième session à Kingston du 25 février au 22 mars 1991, et une réunion d'été à New York, du 12 au 30 août 1991. Elle a décidé de tenir sa dixième session à Kingston, du 24 février au 13 mars 1992. Conformément à la résolution 37/66 de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1982, un crédit a été ouvert dans le budget-programme (1992-1993) pour assurer le service des réunions de la Commission préparatoire devant se tenir à Kingston et à New York en 1992 et 1993.

A. Commission plénière 57/

1. Application de la résolution II de la Troisième Conférence
des Nations Unies sur le droit de la mer

146. La Commission préparatoire a approuvé deux demandes d'enregistrement en qualité d'investisseur pionnier en 1991. La première, qui émanait de la Chine et concernait l'Association chinoise de recherche-développement concernant les ressources minérales des fonds marins (COMRA) a été approuvée par le Bureau sur la base du rapport du Groupe d'experts techniques le 5 mars 1991 58/. Les secteurs réservés à l'Autorité qui ont été attribués à l'investisseur pionnier sont situés dans la Zone de fracture de Clarion et de Clipperton du Pacifique Nord. La deuxième demande, présentée par la Bulgarie, Cuba, la République fédérale tchèque et slovaque, la Pologne et l'URSS, concernait l'Organisation mixte InterOceanmetal; elle a été approuvée par le Bureau sur la base du rapport du Groupe d'experts techniques, le 21 août 1991 59/. Les secteurs réservés à l'Autorité qui ont été attribués à l'investisseur pionnier sont situés dans le nord-est du Pacifique.

147. La Commission préparatoire, suivant en cela la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire Cuba sur la liste des Etats habilités à présenter une demande d'enregistrement en qualité d'investisseur pionnier conformément à la résolution IX, aux fins de l'attribution d'un secteur d'activités préliminaires en attendant l'entrée en vigueur de la Convention sur le droit de la mer.

148. On se rappelle que la Commission préparatoire avait déjà en 1987 enregistré en qualité d'investisseurs pionniers l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, IFREMER), le Gouvernement indien, Deep Ocean Resources Development Co., Ltd. (DORD) et l'entreprise d'Etat soviétique (Yuzhmorgeologiya), au nom desquels des demandes avaient été présentées par la France, l'Inde, le Japon et l'URSS, respectivement.

149. Le Président de la Commission préparatoire a poursuivi ses consultations officielles concernant l'exécution des obligations souscrites par l'Association chinoise de recherche-développement concernant les ressources minérales des fonds marins (COMRA), en sa qualité d'investisseur pionnier enregistré. Bien que ces consultations aient abouti, il est apparu qu'il faudrait ménager au Bureau plus de temps pour lui permettre d'adopter l'accord, dans la mesure où la question de savoir s'il fallait réserver le même traitement aux futurs demandeurs n'était pas encore réglée.

150. Le Président a fait part aux membres du Bureau de son intention de convoquer des réunions du Bureau en vue de faire le point de l'exécution des obligations souscrites par les investisseurs pionniers enregistrés.

151. S'agissant de l'exécution des obligations souscrites par le premier groupe d'investisseurs pionniers enregistrés, à savoir la France, l'Inde, le Japon et l'URSS, les activités ci-après ont été menées à l'occasion des réunions d'été, en application de l'Accord concernant l'exécution des obligations souscrites par les investisseurs pionniers enregistrés et les Etats certificateurs intéressés, qui avait été adopté le 30 août 1990 (LOS/PCN/L.87, annexe) :

- i) **Formation** : Le Groupe de la formation créé lors la neuvième session a entamé l'élaboration d'un calendrier de formation. Il a décidé de consacrer des stages de formation aux disciplines prioritaires ci-après : chimie/métallurgie, électricité, électronique, mécanique, ingénierie des mines, géologie marine, géophysique marine et écologie marine. Après avoir examiné les programmes de formation proposés par la France, le Japon et l'URSS, il a prié les deux derniers pays de réajuster leurs programmes. Il a décidé de maintenir la date de démarrage prévue pour le programme français. A la prochaine session, il examinera les programmes de formation révisés ainsi que le programme de formation devant être soumis par l'Inde et arrêtera, sur la base de ces programmes, des critères pour la sélection des stagiaires et établira des formulaires types de demandes:
- ii) **Exploration** : Les travaux préparatoires en vue de l'exploration d'un site minier situé dans les secteurs réservés à l'Autorité ont été achevés par la France, le Japon et l'Union soviétique et un rapport conjoint intitulé "Travaux préparatoires menés dans la Zone réservée à l'Autorité internationale - août 1991" a été transmis au Secrétaire général adjoint, Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer, pour présentation à la Commission préparatoire. Celle-ci a décidé de charger un groupe d'experts techniques d'examiner et d'évaluer dans le détail les données et informations contenues dans ce rapport.

2. Elaboration de projets d'accords, de règles, de règlements et procédures concernant l'Autorité internationale des fonds marins

152. La plénière a achevé la deuxième lecture du projet d'accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité et en a adopté certaines dispositions à titre provisoire. Il a été décidé de supprimer trois articles consacrés aux relations avec les institutions spécialisées, à la coopération dans le domaine administratif et à la coopération entre les services, centres et bureaux régionaux. Les débats sur ces articles ou certaines parties de ces articles au sujet desquels l'on n'est pas parvenu à s'entendre se poursuivront par voie de consultations officieuses. Il a par ailleurs été décidé de différer l'examen des articles touchant les questions relatives au personnel, les questions budgétaires et financières et le financement des services spéciaux en attendant que l'on ait fini d'examiner le document relatif aux dispositions administratives, à la structure et aux incidences financières de l'Autorité.

153. La plénière a entamé l'examen de ce document à la réunion d'été. S'intéressant tout particulièrement à des questions telles que les directives financières, les fonctions de l'Autorité pendant la période initiale, les besoins en personnel, etc., la plénière est convenue que l'efficacité et la rentabilité devaient présider au choix de la structure de l'Autorité et que celle-ci devrait avoir la taille voulue pour permettre à l'Autorité de s'acquitter convenablement de ses fonctions à un stade donné de ses activités, qu'il faudrait procéder par étapes et que la qualité et le niveau de compétence du personnel seraient fonction des activités confiées à l'Autorité. L'examen du document s'est poursuivi dans le cadre de consultations.

154. Les consultations officieuses se sont également poursuivies sur les questions touchant la Commission des finances.

155. A la prochaine session, la plénière mettra au point le texte de l'Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité dans le cadre de consultations officieuses, poursuivra l'examen des questions touchant les dispositions administratives, la structure et les incidences financières de l'Autorité, examinera les articles en suspens du projet de protocole sur les privilèges et immunités de l'Autorité ainsi qu'une disposition encore en suspens du projet d'accord entre l'Autorité et le Gouvernement jamaïcain concernant le siège de l'Autorité, et poursuivra ses consultations officieuses sur la Commission des finances et les questions dites "difficiles".

B. Commission spéciale 1 60/

156. La Commission spéciale 1 étudie les problèmes auxquels risquent de se heurter les Etats en développement producteurs terrestres du fait de la production de minéraux provenant des fonds marins.

157. Elle a poursuivi l'examen des conclusions **provisoires** de ses travaux sur lesquelles elle pourrît se fonder pour adresser des recommandations à l'**Autorité** touchant la meilleure manière de réduire au **minimum** les problèmes des Etats producteurs terrestres. Un groupe de négociation a été créé en vue de faciliter les négociations et de proposer des solutions de compromis. Ce **groupe**, qui a fait des progrès considérables dans la recherche de solutions, poursuivra ses travaux lors de la prochaine **session**.

158. Le Groupe de travail ad hoc chargé d'examiner certaines questions difficiles s'est essentiellement penché sur l'une d'entre elles, à savoir celle ayant trait aux critères d'identification des Etats producteurs terrestres qui sont affectés par la production de minéraux provenant des fonds marins ou sont susceptibles de l'être. Cet examen, qui semblait devoir aboutir à des résultats concluants, se poursuivra à la prochaine session et s'étendra également à d'autres questions. Dans la mesure où les questions examinées par le Groupe de travail sont liées à nombre des conclusions provisoires dont eut saisi le Groupe de négociation, on s'efforcera, lors de la prochaine session, de trouver un moyen efficace d'intégrer les résultats des travaux du Groupe de travail ad hoc à ceux du Groupe de négociation.

159. Après avoir examiné les accords internationaux de produits pour voir dans quelle mesure ils permettraient de réduire au minimum les difficultés auxquelles risquent de se heurter les Etats en développement producteurs terrestres par suite de la production de minéraux provenant des fonds marins et d'aider ces Etats à opérer les ajustements économiques voulus, la Commission spéciale 1 est convenue que la Commission et, à terme, l'Autorité, gagneraient davantage à se tenir au fait de l'évolution des accords internationaux de produit, et à évaluer de nouveau la viabilité et l'efficacité de tels accords en fonction de leurs propres objectifs.

160. Lors de la prochaine session, la Commission spéciale 1 étudiera les projections de l'offre, de la demande et des cours du cuivre, du nickel, du cobalt et du manganèse. Elle se penchera également sur la question des effets de la subvention des activités d'exploitation minière des fonds marins, dont l'examen avait, été ajourné en attendant les résultats des négociations d'Uruguay menées sous les auspices de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

C. Commission spéciale 2 61/

161. La Commission spéciale 2 a pour mission de faire en sorte que l'Entreprise - bras opérationnel de l'Autorité - puisse commencer rapidement ses activités.

162. La Commission spéciale 2 est parvenue à un accord sur l'objet des dispositions transitoires concernant l'Entreprise. S'agissant du statut et de la structure de l'arrangement institutionnel, les consultations menées au sein de la Commission ont permis de dégager trois options possibles. Les consultations se poursuivent entre les deux principaux groupes d'intérêt en vue de recommander une option unique.

163. La Commission spéciale 2 a achevé l'examen du document de travail sur la structure et **l'organisation** de l'Entreprise et s'est attachée à recenser **les** dispositions de la Convention qui appelaient divers types d'annotations. Elle formulera sa recommandation finale sur le sujet à la prochaine session.

164. S'agissant des modalités de fonctionnement, il semblerait que **l'on** s'accorde au stade actuel pour retenir l'option de la coentreprise pour **les** activités initiales de l'Entreprise. La Commission continuera d'examiner un modèle de contrat de coentreprise à la prochaine session en vue d'en affiner certaines dispositions. **D'autres modalités de fonctionnement** seront examinées **sur** la base des propositions **formulées** par le Groupe consultatif du Président sur les hypothèses.

165. Le Groupe consultatif du **Président** sur les hypothèses a continué à examiner les tendances actuelles des cours du nickel, du cuivre, du cobalt et du **manganèse**. Il a également poursuivi l'examen d'un document qui comparait les principaux paramètres de l'étude australienne sur la rentabilité économique des activités d'exploitation **minière** des fonds marins à ceux proposés dans l'étude réalisée par les experts français **d'IFREMER**.

166. A la prochaine session, la Commission spéciale 2 examinera la question de l'harmonisation et de la coordination des activités d'exploration et de formation avant l'entrée en vigueur de la Convention et le démarrage des activités d'exploitation minière des fonds marins. Elle arrêtera ses recommandations à la plénière concernant les dispositions transitoires et les annotations et poursuivra l'examen des modalités de fonctionnement qui s'offrent à l'Entreprise.

D. Commission spéciale 3 62/

167. La Commission spéciale 3 élabore les règles, règlements et procédures pour l'exploration et l'exploitation des grands fonds marins.

168. Elle a achevé l'examen en première lecture de la partie VIII du projet de règlement sur la prospection, l'exploration et l'exploitation des nodules **polymétalliques** dans la Zone, qui traite de la préservation du milieu marin et de sa protection contre la pollution résultant d'activités menées dans la Zone. Elle a également **achevé** l'examen du projet de règlement relatif à la compatibilité avec les autres activités dans la Zone et en milieu marin. Ces règles inspirées des **directives** de l'Organisation maritime internationale (**OMI**) concernant le démantèlement des installations et ouvrages en mer avaient été adaptées par la Commission aux fins des activités futures d'exploitation minière des fonds marins **et** une **nouvelle** version révisée en avait **été établie**.

169. Lors des réunions **d'été**, la Commission spéciale 3 a **achevé** l'examen en première lecture d'un document de travail contenant le projet de règlement sur les principes et méthodes comptables qui définit les clauses financières des contrats conclus entre l'Autorité et ses entrepreneurs. Elle est convenue que ce **règlement** devait Permettre à l'Autorité de recueillir les avantages financiers auxquels les dispositions pertinentes de la Convention lui donnaient droit. Le document sera révisé à la prochaine session.

170. La Commission a décidé qu'à la prochaine session, elle terminerait l'examen des principes et méthodes **comptables** et entreprendrait d'examiner le nouveau document de travail sur l'**inspection** et la supervision **des** activités **menées** dans la **Zone** ainsi que sur les questions de main-d'oeuvre.

E. Commission spéciale 4 63/

171. La Commission spéciale 4 formule **de 6** recommandations touchant **les** modalités pratiques de **la** mise en place du Tribunal international du droit de la mer.

172. Elle a poursuivi l'examen du document relatif aux dispositions administratives, **à** la structure et aux incidences financières du **Tribunal**. Elle a examiné un plan pour la mise en place progressive du Tribunal. Des consultations ont **été** menées sur le nombre de langues **à** utiliser par le Tribunal, le nombre de membres devant résider en permanence au siège du **Tribunal** ainsi que sur la structure **du Greffe** et les besoins **en effectifs**. Ces questions seront examinées de nouveau **à la** prochaine session.

3.73. La Commission a examiné article par article le projet révisé de protocole sur les **privilèges** et immunités du Tribunal. Si un grand nombre des dispositions de ce projet de **protocole** ont **été** adoptées, certaines d'entre elles nécessitent des consultations supplémentaires. La Commission entend **terminer** l'examen du projet à la prochaine session.

174. La Commission a adopté, à quelques **exceptions** près, les articles 1 à 19 du projet, révisé d'Accord de **siège** entre le Tribunal et l'Allemagne. Elle **compte** achever l'examen des autres articles **à** la prochaine session.

175. Les consultations officielles **se** sont poursuivies sur **les** questions touchant le siège du Tribunal en vue de rapprocher les vues quant **à** la démarche **à** suivre pour satisfaire les conditions **énoncées** dans la note introductive de la version révisée du projet **de** convention officiel (A/CONF.62/L.78).

176. Outre les questions susmentionnées, la Commission examinera également à la prochaine session les **éléments** d'arrangements supplémentaires entre le Tribunal et la Cour internationale de Justice: d'autres questions ayant trait au siège ^{Au} Tribunal, **à** son financement initial, aux arrangements concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal, aux principes devant régir l'accord concernant les relations entre le Tribunal et l'Autorité, ainsi que les questions relatives au projet de rapport contenant les recommandations **à** présenter **à** la réunion des Etats parties touchant les modalités pratiques de la mise en place du Tribunal.

DEUXIEME PARTIE

ACTIVITES DU BUREAU DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER

1. INTRODUCTION

177. Par sa résolution **45/253** du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a adopté un nouveau plan à moyen terme pour la période 1992-1997 **64/**, dont le programme 10 intitulé "Droit de la mer et affaires maritimes" prévoit une nouvelle structure par sous-programme des activités prévues pour le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, englobant - selon un plan cohérent - les aspects juridiques, politiques, économiques, écologiques, scientifiques et techniques de la Convention sur le droit de la mer et les incidences de son application par les Etats, en fait de besoins et de possibilités. Comme l'a demandé l'Assemblée générale au Paragraphe 9 de sa résolution **44/26**, le plan à moyen terme tient compte de l'entrée en vigueur prévisible de la Convention et du fait que les Etats auront besoin d'une assistance accrue pour en appliquer les dispositions. Il prévoit en outre les responsabilités supplémentaires qui incomberont au Secrétaire général lors de l'entrée en vigueur de la Convention, les services dont auront besoin les organes intergouvernementaux à convoquer, notamment la Commission des limites du plateau continental, et les tâches touchant les relations à établir avec l'Autorité internationale des fonds marins et avec le Tribunal international du droit de la mer.

178. L'adoption du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 représente l'aboutissement d'un processus entamé par l'Assemblée générale lorsque, il y a huit ans de cela, elle a adopté par sa résolution **38/227** en date du 20 décembre 1983, un grand programme regroupant, dans un seul et même chapitre du plan à moyen terme, les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des affaires maritimes. Cette première mesure visant à coordonner les diverses activités de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine a été suivie d'une restructuration des services administratifs et des programmes au Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer. Le Bureau a soumis pour adoption à l'Assemblée générale à sa présente session son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 - le premier du genre établi dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

179. En 1991, les activités évoquées par le Secrétaire général dans son rapport sur le droit de la mer en 1990 (**A/45/721**, par. 173 à 175) se sont poursuivies avec la fourniture d'informations, de conseils et d'une assistance, essentiellement aux Etats, mais aussi aux organismes mondiaux et régionaux du système des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres organisations régionales et sous-régionales et à des universités, des chercheurs et d'autres utilisateurs. On a continué d'aider les Etats à se familiariser davantage avec la Convention, à la ratifier ou à y adhérer ainsi qu'à en faire accepter et appliquer plus largement les dispositions, y compris à mettre en place des cadres législatifs nationaux qui leur permettent d'étendre leur souveraineté et leur juridiction nationale à des zones maritimes plus importantes en vertu du nouveau régime juridique et d'exercer leurs droits et de s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Convention afin qu'ils puissent tirer parti des avantages qui en découlent.

180. A cette fin, on a continué à établir aux fins de publication des études et des analyses touchant certaines questions techniques découlant de la Convention et à définir des approches méthodologiques et des principes directeurs en vue de la gestion intégrée des océans, de la définition de politiques dans le domaine maritime et de l'élaboration de programmes. En outre, des services ont été fournis à des entités intergouvernementales en vue de les aider à préparer l'entrée en vigueur de la Convention et la mise en route des deux organisations internationales créées par la Convention, à savoir l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer.

181. L'Assemblée générale a examiné tous les ans l'exécution des mandats qu'elle a réaffirmés et complétés sur la base des rapports annuels qu'elle avait demandé au Secrétaire général de lui présenter.

1.82. A l'appui de ses activités, le Bureau continue de suivre et d'analyser les faits nouveaux se rapportant au nouveau régime des océans, aux échelons mondial, régional, sous-régional et national. Ces tâches nécessitent en permanence des opérations de recherche, de collecte et d'évaluation de données et d'informations qui sont menées avec l'appui, entre autres, de réunions d'experts techniques traitant de sujets spécialisés, de la bibliothèque de référence du Bureau et de son Système d'information sur le droit de la mer.

183. En tant que centre de liaison pour les affaires maritimes au sein du système des Nations Unies, le Bureau a en outre apporté sa participation et son appui aux programmes et activités interinstitutions, ainsi qu'aux activités et mécanismes de coordination interinstitutions, en vue de favoriser la coopération dans les domaines d'intérêt commun et l'adoption d'une ligne de conduite cohérente à l'égard du nouveau régime des océans.

184. En résumé, au moment où l'exercice biennal 1990-1991 touche à sa fin, le programme relatif aux affaires maritimes et au droit de la mer va, ainsi qu'il est dit dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 "maintenant permettre de faire progresser les travaux de l'Organisation afin qu'ils répondent aux besoins des Etats Membres..." en ce qui concerne tous les aspects du droit de la mer et des affaires maritimes (par. 10.6).

II. SERVICE DE LA COMMISSION PREPARATOIRE

185. En 1991, outre un certain nombre de réunions d'organes subsidiaires, les principaux organes de la Commission préparatoire ont tenu 100 réunions, y compris 7 séances officielles de la Commission plénière, 14 séances de la Commission plénière siégeant en tant que Groupe de travail sur les organes de l'Autorité et de 15 à 21 séances pour chacune des quatre Commissions spéciales.

186. Le Secrétariat a continué d'établir des études et des documents de travail traitant de diverses questions examinées par la Commission préparatoire. Ces documents de travail et études traitent des sujets suivants : projet d'accord révisé concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité internationale des fonds

marins: document révisé concernant la Commission des finances: accords internationaux de produits; critères d'identification des **producteurs** terrestres affectés ou susceptibles d'être affectés par l'exploitation minière des fonds marins; projets de règlement sur la compatibilité avec les autres activités menées dans la Zone et en milieu marin et sur les principes comptables; projet révisé de protocole sur les privilèges et immunités du Tribunal **international** du droit de la mer; et financement initial et budget du Tribunal international du droit de la mer.

III. CONSEILS ET ASSISTANCE

A. Assistance directe aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales

187. Les besoins des Etats et des organisations intergouvernementales en matière **d'assistance**, directe ou sous d'autres formes, aux fins de la mise en valeur et de la gestion de leurs ressources marines, sont clairement définis dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session en 1990 **65/**, au titre du point de l'ordre du jour relatif au droit de la mer. Ces besoins, identifiés sur la base des informations communiquées par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organismes du système des Nations Unies, sur la demande du Secrétariat, sont nombreux et divers. Comme il est indiqué dans le rapport susmentionné "...la Convention confère aux Etats des droits leur permettant d'explorer et d'exploiter les ressources marines, en fait, les droits ne sont pas encore concrétisés sous forme d'avantages tangibles ou substantiels" (par. 12). Dans ce contexte, à sa quarante-cinquième session, en 1990, l'Assemblée générale a constaté avec préoccupation que "...faute de ressources et des moyens scientifiques et techniques nécessaires, les pays en développement ne sont pas encore à même d'agir efficacement pour concrétiser pleinement ces avantages" (A/45/145, treizième alinéa).

188. Le rapport soumis à l'Assemblée générale à sa présente session (A/46/722), également fondé sur les informations fournies par les Etats, les organisations intergouvernementales et les organismes des Nations Unies, développe l'approche adoptée dans le rapport de 1990 en décrivant les mesures qui sont prises pour répondre aux besoins qui ont été identifiés et en définissant le **champ** et les types de mesures supplémentaires requises **66/**.

189. En 1991, l'assistance directe fournie aux Etats et aux organisations intergouvernementales par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer a porté sur les activités ci-après.

190. Le Bureau a poursuivi l'assistance qu'il fournit de longue date au secrétariat de la Conférence de l'océan Indien sur la coopération en matière maritime (IOMAC). Depuis 1985, cette institution, qui comprend les Etats d'Asie et d'Afrique riverains de l'océan Indien et d'autres Etats actifs dans la région, mène un certain nombre d'activités, organisant notamment des programmes de formation et des stages techniques d'une grande utilité pour les gouvernements participants et la région, dans le cadre du programme lancé par

la première Conférence la même année. La septième réunion du Comité permanent, qui s'est tenue à Colombo (Sri Lanka) en juillet 1991, a souligné que l'importance relative de l'océan Indien dans un contexte mondial, compte tenu de la dépendance croissante de la plupart des populations des pays d'Asie et d'Afrique riverains de l'océan, justifiait de répondre rapidement aux besoins de ces Etats par le biais d'un vaste programme d'assistance des Nations Unies. Les participants ont également souligné que l'ONU devait sans délai mettre en oeuvre un programme concret d'assistance aux pays en développement, afin de les aider à exploiter leurs ressources marines, en recourant aux services d'institutions régionales spécialisées comme l'IOMAC, en tant qu'agent d'exécution des futurs programmes d'assistance mondiaux et régionaux. Vingt-huit Etats et deux organisations internationales, dont le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU, ont participé à la réunion.

191. En ce qui concerne la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, a pris acte du rapport du Secrétaire général sur la question (A/45/653) et des débats qu'elle a tenus sur ce point de l'ordre du jour; le 27 novembre 1990, elle a adopté la résolution 45/36 dans laquelle elle réaffirme qu'"elle sait gré au Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat et au Programme des Nations Unies pour le développement d'avoir aidé les Etats de la région à organiser à Brateaville, du 12 au 15 juin 1990, un séminaire d'experts . . . et attend beaucoup du deuxième séminaire sur la question qui doit se tenir en Uruguay en 1991, en vue notamment d'indiquer des domaines précis de coopération entre les Etats de la zone pour tous les programmes communs intéressant la mer" (par. 7).

192. Conformément au programme convenu, la deuxième réunion du Groupe d'experts des Etats Membres de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud s'est tenue à Montevideo (Uruguay) du 3 au 6 avril 1991, avec la participation d'experts de 17 pays africains et latino-américains de l'Atlantique Sud. Des représentants de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de même que de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) et du PNUE étaient également présents.

193. Les débats ont été axés sur quatre domaines de coopération : législation, politiques et planification dans le domaine maritime; mise en valeur des ressources marines et science et technologie marines; protection et préservation du milieu marin; et mise en valeur des compétences et capacités dans le secteur marin. Les recommandations des experts ont été prises en compte dans l'établissement du rapport du Secrétaire général mentionné au paragraphe 191 ci-dessus et y sont reflétées.

144. La Commission permanente du Pacifique Sud a organisé, avec la collaboration du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, de l'Organisation des Etats américains (OEA) et de la CEPALC, une réunion d'experts juridiques d'Amérique latine sur la Convention sur le droit de la mer, qui s'est tenue au siège AP la CEPALC à Santiago (Chili) du 13 au

17 mai 1991 et à laquelle ont participé 17 experts, siégeant à titre individuel. Il s'agissait d'évaluer le degré d'application de la Convention sur le droit de la mer en Amérique latine, d'examiner la possibilité d'obtenir une participation universelle. Un rapport final a été publié, à l'issue de la réunion, contenant les conclusions auxquelles sont parvenus les participants durant le débat et les recommandations qu'ils **ont faites**. Le Bureau avait fourni des documents d'information.

195. Le Bureau a continué d'appuyer les initiatives prises par la Conférence ministérielle de 1989 sur la coopération dans le domaine de la pêche entre **Etats** africains riverains de l'océan Atlantique. Le **Comité** de la Conférence chargé d'en assurer le suivi, qui s'est réuni au Maroc en **mai** 1990, a affirmé que le **Bureau** devait poursuivre son soutien. En 1991, cette assistance a pris la forme d'une contribution à l'élaboration d'un projet de convention régionale sur la coopération dans le domaine de la pêche entre Etats africains riverains de l'océan Atlantique.

196. La Conférence ministérielle, qui a tenu sa deuxième session à Dakar les 4 et 5 juillet 1991, a officiellement adopté la Convention. Quatre Etats - le Maroc, le **Sénégal**, le Togo et le **Zaïre** - l'ont signée et 14 ont signé l'Acte final. Les participants ont également **décidé** d'établir le secrétariat de la Conférence au Maroc et de convoquer sa troisième session en 1993.

197. Dans le cadre d'un projet financé par le PNUD, le Gouvernement ivoirien a demandé au Bureau en 1991 de l'aider à revoir sa politique marine afin de tirer le meilleur parti de la mise en valeur des ressources marines et de leurs utilisations.

B. Conseils et études spéciales

198. Les conseils et l'assistance pour les questions ayant trait au droit de la mer et aux affaires maritimes revêtent **une** importance particulière pour les Etats lorsqu'ils procèdent à un examen de leur politique générale et de leur législation. étape essentielle du processus de ratification de la Convention. Le Bureau a notamment donné des éclaircissements sur diverses dispositions de la Convention relatives aux droits et aux devoirs des Etats et analyse les incidences de la Convention pour les Etats, **compte** tenu de leur situation **géographique**, de leur **système** juridique et politique et de leurs conditions économiques. Il a continué de fournir des conseils et une assistance aux Etats et aux organisations intergouvernementales et autres, sur leur demande.

199. Le Bureau a notamment fourni des conseils techniques et établi des documents et des études **pour** des réunions d'organes et d'organismes gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux à l'extérieur du **système** des Nations Unies. En 1991, on peut citer à cet égard, outre les réunions mentionnées dans le présent rapport : la **Conférence** annuelle sur la gestion des déchets solides et les politiques concernant les matières, **Commission législative** de l'Etat de New York (New York): la Conférence sur les problèmes posés **par** la modification de la partie XI de la Convention sur le droit de la mer, Center for **Oceans** Law and Policy (Washington, **D.C.**); la

Réunion du Conseil des commissaires généraux pour l'exposition internationale spécialisée sur les navires de Christophe Colomb et la mer, 1992 (Gênes, Italie); la Réunion d'experts internationaux sur la pollution marine d'origine **tellurique**, organisée par le Gouvernement canadien pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Nouvelle-Ecosse, Canada) **67/**; la Réunion d'examen de l'utilisation des filets dérivants dans le Pacifique Nord (Gouvernement canadien, Sydney, Colombie Britannique); la vingt-cinquième conférence : Institut du droit de la mer (Hawaii), "L'environnement marin et le développement durable : droit, politique et sciences" (**Malmö**, Suède); la Réunion du Groupe consultatif technique du SOPAC et les réunions connexes - vingt-cinquième session annuelle (Port Vila, Vanuatu); et la Réunion de Pacem in **Maribus** XIX : Institut international des océans, "Gestion des mers et des océans aux niveaux national, régional et mondial" (Lisbonne, Portugal).

C. Formation et bourses d'études

200. Les activités du Bureau en ce qui concerne la formation et les bourses d'études **reflètent le** fait que la Convention fournit un cadre juridique global.

201. Dans le domaine de la gestion intégrée des mers et des océans et dans le cadre de sa coopération établie de longue date avec l'Université maritime mondiale, le Bureau a continué d'appuyer les efforts de cette dernière dans le domaine de la formation en cours **d'emploi**, en accueillant certains groupes d'étudiants pour les informer des activités de **l'ONU** dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer.

202. Le Bureau a également continué de contribuer sur le plan technique à la réunion annuelle du "Marine **Affaires** II Seminar : **Sea-Use** Planning and Management" qui s'est tenue à l'université maritime mondiale du 20 au 25 octobre 1991.

203. Sur la demande du Département de l'information de **l'ONU**, le Bureau a de nouveau organisé un séminaire d'intérêt pratique comportant des exercices de simulation, intitulé : "Environnement et développement : le rôle des océans", qui s'est tenu au Siège de l'Organisation du 25 au 27 juin 1991.

204. Afin de faciliter la recherche et les études sur le droit de la mer et son application et sur les affaires maritimes connexes, le Bureau attribue chaque **année** une bourse **au titre** de la Dotation Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la **mer**, qui procure à son titulaire, dont elle couvre également les frais de voyage et de subsistance, toutes les facilités **nécessaires** pour faire des recherches et des études à l'un des établissements participants. puis un stage **au** Bureau.

205. La cinquième bourse a **été** attribuée, cette année, à Mme Maria de Lourdes **Pina Aguiar**, juriste de la Division juridique du Ministère des affaires **étrangères** de Sao Tomé-et-Principe, qui effectuera sa période de stage à l'Institut des hautes études **internationales** à Genève, sous la supervision de M. Lucius **Caflich**. Elle effectuera ensuite la période de stage habituelle au **Bureau**.

206. Cette bourse a été attribuée à l'issue de l'examen des candidatures par le Groupe consultatif, qui s'est réuni le 4 décembre 1990. La recommandation a été communiquée au Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer, M. Satya N. Nandan, par le Président du Groupe, S. E. Andres Anguilar, Représentant permanent du Venezuela auprès de l'ONU.

207. De nombreuses candidatures et demandes émanant de divers pays ont été reçues cette année encore, « l'intérêt que le programme continue de susciter et la publicité qui lui est donnée. Toutefois, du fait de l'incidence des facteurs économiques sur le Fonds d'affectation spéciale, il n'a été possible d'attribuer qu'une seule bourse par an. Le Bureau, qui continue de s'efforcer de trouver des crédits supplémentaires et d'obtenir l'aide de programmes de financement, accueillerait donc avec satisfaction le versement de contributions au Fonds d'affectation spéciale par les Etats Membres, les institutions philanthropiques et d'autres donateurs. Il souhaiterait également que les pays dont les candidats sont retenus pour la liste de réserve aident ces derniers sur une base partielle. Les modalités de cette assistance pourraient être mises au point par le pays en question et le Bureau.

IV. PUBLICATIONS - SUIVI ET ANALYSE DES FAITS NOUVEAUX

A. Historique de la législation nationale des Etats et guides techniques

208. Le Bureau considère la publication de l'historique de la législation et celle des études de la pratique des Etats comme des instruments importants pour promouvoir une application uniforme et constante de la Convention sur le droit de la mer. L'historique de la législation - présenté sous une forme à la fois descriptive et analytique - retrace l'évolution souvent complexe des dispositions de la Convention telles qu'elles existent actuellement et, en assurant ainsi une meilleure compréhension de ces dispositions, aide les Etats à formuler des législations nationales à la fois conformes au nouveau régime juridique et compatibles avec les politiques et objectifs nationaux concernant le secteur marin. L'historique des dispositions relatives à la pollution par immersion, au droit d'accès des pays sans littoral à la mer et depuis la mer, à la liberté de transit, au régime des îles, à la navigation en haute mer et aux Etats archipels a déjà été publié. Les travaux ont bien progressé en 1991 en vue de la publication, dans l'année ou en 1992, de l'historique de la législation concernant trois autres domaines : les îles et installations artificielles, le passage des détroits servant à la navigation internationale et la zone économique exclusive. Des travaux ont également été entrepris sur l'historique des dispositions relatives au plateau continental, aux conditions de la recherche scientifique marine, au concept du patrimoine commun et à l'accès aux ressources biologiques de la zone économique exclusive.

209. Deux autres publications complètent cet historique de la législation. La première, à paraître en 1991, constitue le début d'une série de 11 volumes et contient la documentation officielle de la première session, tenue en 1983, de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du

Tribunal international du droit de la mer. Les 10 volumes suivants couvriront les sessions de la Commission préparatoire jusqu'en 1990 (deuxième à huitième sessions) et comporteront un index cumulatif pour l'ensemble de la période.

210. Est également en préparation un recueil qui contiendra la documentation officielle du **Comité** de rédaction de la **troisième** Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et contribuera ainsi à assurer une meilleure compréhension des **diverses** dispositions de la Convention.

211. Les études publiées sur la pratique des Etats visent à consigner et analyser l'action des Etats au regard des dispositions de la Convention. Elles aident ainsi les Etats à comparer les stipulations actuelles ou prévues de leurs législations nationales avec les dispositions apparentées de la Convention. Les études de la pratique des Etats aident également ceux-ci à comparer l'évolution de leur propre législation à celle des autres législations nationales en ce qui concerne certaines parties ou dispositions particulières de la Convention. **processus** qui favorise l'uniformité d'optique **tout en** tenant compte de la **différence** des situations nationales. Les études de la pratique des Etats qui ont été précédemment publiées traitaient de sujets tels que la législation nationale relative à la zone exclusive, les accords sur les frontières maritimes, le plateau continental et la recherche scientifique marine, et deux publications spéciales sur la pratique des Etats offrent un **aperçu** de l'évolution actuelle, et notamment des traités multilatéraux et bilatéraux récemment conclus, des législations nationales **mises à** la disposition du Bureau et des vues des Etats concernant le nouveau régime des océans.

212. En 1990, le Bureau a fait paraître trois nouvelles publications sur la pratique des Etats, l'une traitant de la détermination des lignes de base droites et contenant des extraits de textes juridiques nationaux accompagnés de cartes à titre d'exemple: une autre comprenant un répertoire des accords nationaux relatifs aux sections 5 et 6 de la partie XII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui traite de la protection et de la préservation du milieu marin, et enfin un recueil des accords concernant les frontières maritimes pour la période **1942-1969**. La période considérée a vu s'achever les travaux relatifs à trois nouveaux volumes traitant des accords **sur les frontières maritimes (1985-1991)**; des revendications nationales à la compétence en matière maritime (extraits de textes juridiques et tableau des zones de **compétence** maritime revendiquées), et des Etats archipels. Des travaux ont également été entrepris en ce qui concerne la pratique des Etats en matière de **législation nationale** pour la protection et la préservation du milieu marin ainsi que pour la **gestion** des zones **côtières**.

213. Certaines dispositions de la Convention ayant un caractère extrêmement technique, le Bureau a fourni une assistance **aux** Etats pour en faciliter la compréhension et pour préciser, **si nécessaire**, l'intention qui les sous-tend et leurs incidences **pratiques**. Jusqu'à **présent**, cela a consisté à préparer **des manuels sur le; lignes** de base et **sur le régime** prévu pour la recherche scientifique marine **dans** les eaux relevant d'une juridiction nationale. Dans chaque cas, le **manuel** tient compte des résultats des réunions de groupes d'experts tenues sur le **sujet** en cause.

214. En 1991, un autre sujet méritant une attention particulière - le régime **prévu** pour la pêche en haute mer aux termes de la Convention - a **été examiné** lors d'une réunion d'experts convoquée par le Bureau, qui se propose de faire paraître **sur** la question une publication technique tenant compte des conclusions de cette réunion.

B. Bulletins, revues annuelles, répertoires et circulaires

215. De nouveaux *numéros* du **Bulletin du droit de la mer** ont **été publiés** au cours de la période considérée. Les numéros 16, 17 et 18 ont paru ainsi qu'un troisième numéro spécial.

216. Le **Bulletin** est considéré par les Etats, les organes intergouvernementaux et les universités comme une publication **extrêmement** utile pour se tenir au courant des faits nouveaux importants. Il leur permet de suivre au fur et à mesure la pratique des Etats. Il présente aux gouvernements la documentation juridique la plus récente **concernant** le droit de la mer, en particulier les législations nationales, les accords bilatéraux et les traités multilatéraux, ainsi que des informations sur les arrêts de la Cour internationale de Justice et les décisions des tribunaux arbitraux et autres mécanismes de règlement des différends, et des mises à jour périodiques de l'état de la **Convention**, accompagnées de tableaux des ratifications et des textes des déclarations, objections ou réserves faites par les Etats en application des articles 287, 298 et 310 de la Convention. Chaque année, un numéro du **Bulletin** contient un chapitre spécial consacré aux travaux de la Commission préparatoire durant la période considérée (No 17, avril 1990). Il présente un rapport sur les travaux des organes de la Commission et reproduit, le cas échéant, le texte des décisions adoptées par celle-ci ainsi que la liste des documents qu'elle examine et la liste des Etats Membres, des observateurs et des participants. Plus de 1 500 exemplaires de chaque numéro, en anglais, français et espagnol, sont distribués pour satisfaire une demande qui augmente d'année en année.

217. Les deux prochains volumes de la série intitulée **Annual Review of Ocean Affairs: law and policy, main documents** qui seront publiés par l'ONU en 1992, retraceront à travers la documentation des organisations intergouvernementales les principaux faits nouveaux intervenus dans le cadre juridique et politique international en ce qui concerne les affaires maritimes et le droit de la mer **pu cours des années 1989-1990**. Les volumes précédents, publiés par la maison d'édition UNIFO, couvraient la période 1985-1988.

218. En outre, **les travaux** relatifs à la publication d'un répertoire annoté des organisations internationales ayant compétence pour les affaires maritimes **dans** le contexte de la Convention sur le droit de la mer sont presque terminés.

219. Le Bureau continue de diffuser périodiquement des renseignements à jour concernant l'actualité nationale et internationale dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer à l'intention des autres bureaux et départements de l'Organisation qu'intéressent les activités maritimes et celles liées à la paix et à la sécurité dans le cadre des utilisations de la mer.

C. Système d'information et Bibliothèque du droit de la mer

1. Système d'information sur le droit de la mer (LOSIG)

220. Le Bureau a poursuivi la mise en place de son **Système** d'information sur le droit de la mer (LOSIG). Ce système comprend une série de bases de données contenant chacune des informations relatives aux différents aspects du droit de la mer, et qui sont peu à peu complétées par la collecte de **nouvelles** données se rapportant aux affaires maritimes (voir **A/42/688, A/43/718, A/44/650 et A/45/721** pour plus de détails sur les bases de données). Le LOSIG continue d'être utilisé comme source d'information au sein du **Bureau** et permet en outre de répondre aux demandes émanant notamment d'autres institutions ou de gouvernements.

221. Parmi les bases susmentionnées, la base de données sur les profils maritimes de pays (MARPRO) offre 98 catégories de renseignements sur plus de 240 pays et autres entités et a été mise à jour en fonction des faits nouveaux récemment intervenus dans le cadre du système des Nations Unies.

222. Comme il a été signalé l'an dernier, toutes les références actuellement disponibles sur les législations et les réglementations ont été codées et introduites dans la base de données sur les législations maritimes nationales (LEGISLAT), qui contient quelque 4 000 entrées. La phase continue suivante consiste à vérifier ces entrées et à les mettre à jour avec les gouvernements pour s'assurer qu'elles sont exactes et complètes. Des fichiers informatiques contenant des extraits pertinents du texte d'entrées codées du LEGISLAT sont actuellement mis en mémoire dans les ordinateurs du LOSIG, ce qui permettra dans une certaine mesure de retrouver des éléments de texte spécifiques et appropriés. Le Bureau invite instamment les Etats Membres à lui communiquer dès que possible toute nouvelle législation relative aux affaires maritimes, en vue de son introduction dans le LEGISLAT.

223. La base de données sur les minéraux (MINDAT) contient actuellement 25 catégories de renseignements sur le cuivre, le nickel, le manganèse et le cobalt, par pays et pour l'ensemble du monde, en ce qui concerne la pollution, la consommation, les importations et les exportations de minéraux sous différentes formes, pour la période 1971-1986. Cette base de données est tenue à jour de façon régulière.

224. Des renseignements actualisés jusqu'en 1990 ont été introduits dans la base de données PRODAUTH qui se rapporte aux plafonds de production prévus par les dispositions de la Convention relatives à l'exploitation minière des fonds marins et qui est utilisée par la Commission préparatoire pour son analyse continue des prix, de la production et de la consommation des minéraux des grands fonds marins.

225. Le **Système** d'information bibliographique de la bibliothèque (**LIBRIS**) est maintenant opérationnel et son élaboration se poursuit. Cette base de données comprend tous les ouvrages et publications de la Bibliothèque du droit de la mer, indexés en fonction de plusieurs catégories d'informations, et notamment

par auteur, par titre et par sujet. Le Bureau disposera bientôt d'un instrument bibliographique supplémentaire, constitué par un système à disques compacts-mémoire morte {CD-ROM} permettant d'extraire du **Système** d'information sur les sciences aquatiques et la pêche des citations et des résumés **remontant** jusqu'à 1982. Le système permettra des recherches multiniveau par **auteur**, sujet et région géographique, ainsi que la lecture sur écran ou la sortie sur imprimante d'une recherche complète ou d'une section de celle-ci.

2. Bibliothèque du droit de la mer

226. Le renforcement du Service des références et de la Bibliothèque spécialisée du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer se poursuit grâce à l'acquisition des publications les plus récentes dans le domaine du droit de la mer et des affaires maritimes, y compris les publications scientifiques et techniques. Depuis 1990, cette bibliothèque de référence a étoffé ses services en poursuivant l'élaboration et la tenue à jour d'une base de données spécialement conçue pour la mise en mémoire de tous les ouvrages et publications de la Bibliothèque.

227. Comme par le passé, cette bibliothèque de référence continue de fournir des services aux Etats Membres, aux missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies, au personnel du Secrétariat et aux universitaires intéressés par tous les aspects de la Convention sur le droit de la mer et le domaine connexe des affaires maritimes. La Bibliothèque permet aussi au personnel du Bureau de consulter des documents de référence aux fins de **l'exécution** du programme de travail de celui-ci.

228. Une bibliothèque de référence sur le droit de la mer a également été établie à Kingston (Jamaïque) par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer en vue de **faciliter** la fourniture de services à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des **fonds marins et du Tribunal** international du droit de la mer.

3. Bibliographies particulières sur les affaires maritimes et le droit de la mer

229. Le Service des références et la Bibliothèque du droit de la mer publient chaque année une bibliographie sur le droit de la mer et les affaires maritimes. La sixième bibliographie de cette série (**The law of the sea : a select bibliography - 1990**) a été publiée en 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.V.2). La septième bibliographie (1991) **paraîtra** au début de 1992.

230. En 1991, le Bureau a **publié** une compilation de notices bibliographiques couvrant une période de 20 années et concernant des ouvrages en anglais et en **français**, sous le titre **Le droit de la mer : bibliographie du droit de la mer, 1968-1988** (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.91.V.7). Le Bureau se propose de publier **également** une autre compilation de notices bibliographiques concernant des **ouvrages** en allemand, espagnol, italien et russe.

V. COOPERATION AVEC LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

231. Comme elle l'a fait par le passé dans **ses** résolutions **annuelles** sur le droit de la mer, l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, a appelé l'attention sur l'importance de la coopération entre **les** organes et organismes des Nations Unies en invitant **ceux-ci** "à prêter leur concours et leur assistance" aux Etats pour les aider "à appliquer la Convention et à adopter une approche cohérente et uniforme à l'égard du régime **juridique** **établi** par cet instrument, ainsi qu'à faire les efforts voulus sur les plans national, sous-régional et régional pour pouvoir concrétiser pleinement les avantages **dudit** régime" (A/45/145, par. 12). L'Assemblée générale a également demandé "aux organisations internationales compétentes, au Programme des Nations Unies pour le développement, à la Banque mondiale et aux **autres** **organismes multilatéraux** de financement d'accroître, conformément à leurs orientations respectives, l'assistance financière, technique, administrative et de gestion qu'ils fournissent aux pays en développement pour les aider à concrétiser le régime juridique complet établi par la Convention **et** de coopérer plus **étroitement** entre eux et avec les Etats donateurs à cet égard" (ibid., par. 14).

232. Conformément à la résolution 45/145 et à celles des années **précédentes**, dans lesquelles l'Assemblée a souligné l'importance de la coopération avec le **système** des Nations Unies, le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer a continué de coopérer étroitement avec les institutions et organismes des Nations Unies et d'autres départements du Secrétariat, et à leur fournir une **assistance**. On trouvera ci-après les exemples précis de cette coopération en 1991.

233. En ce qui concerne les activités et programmes menés en **commun**, le Bureau a continué de coparrainer le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les **aspects** scientifiques de la pollution des mers, qui a tenu sa vingt et unième session en février 1991 et, de concert avec l'OMI, a apporté son appui aux travaux du Groupe de travail No 29 **dudit** groupe mixte: ce groupe de travail a achevé en 1991 la tâche qui lui avait été assignée : élaborer un cadre global pour l'évaluation **et** la réglementation des déversements de déchets en milieu marin. Le Bureau a en outre continué de coparrainer avec la COI (Unesco) un programme commun sur les sciences de la mer en ce qui concerne **les** ressources non biologiques et, avec la FAO et la COI (Unesco), le **Système** d'information sur les sciences aquatiques et la pêche (ASFIS). Dans ce dernier cas, le Bureau coopère avec d'autres organismes des Nations Unies à la mise au point de mesures et d'activités visant à améliorer la gestion des informations relatives au milieu marin dans le cadre du **système** des Nations Unies.

234. Au titre de la coordination internationale des apports au programme Aquatic Sciences and Fisheries Abstracts (ASFA), principal module d'information du système ASFIS, le Bureau a continué d'aider à la mise en place de ce service interorganisationnel d'informations bibliographiques. A cet égard, il étudie les documents et publications ayant trait au droit de la mer et aux activités maritimes dont sont extraits les résumés et données bibliographiques destinés à être stockés dans la base de données informatisée

ASFA et publiés dans la revue mensuelle du même nom. Le Bureau a participé à la vingt et unième session du Conseil consultatif de **l'ASFA**, tenue à Rome (**Italie**) du 17 au 21 juin 1991.

235. Le Bureau a élaboré avec le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (**CNUED**), en collaboration, selon que de besoin, avec les organes et organismes compétents, plusieurs rapports de base et une série de recommandations pragmatiques sur la question de "la protection des océans, des mers de toute nature y **compris** les **mers** fermées ou **semi-fermées**, et des zones côtières, et la **protection**, l'utilisation rationnelle et la mise en valeur de leurs ressources biologiques". Ces documents ont été soumis par l'intermédiaire du secrétariat de la troisième session du **Comité** préparatoire de la CNUED en août 1991. A cette fin, le Bureau a participé à une série de réunions avec le groupe de travail interinstitutions constitué par le secrétariat de la CNUED, ainsi qu'aux deux sessions tenues par le Comité préparatoire en 1991. En outre, il a participé à la deuxième réunion de hauts fonctionnaires spécialistes du droit de l'environnement, organisée par le PNUE à Rio de Janeiro (Brésil). La **coopération** interinstitutions dans le cadre des préparatifs de la CNUED ayant **été étroite** et approfondie et **ayant** fourni de nombreuses occasions d'échanger des vues sur d'autres sujets d'intérêt commun, il n'a pas été tenu d'autres réunions interinstitutions en 1991 dans le cadre du **Comité** intersecrétariats pour les programmes scientifiques se rapportant à l'océanographie (**CIPSRO**), ni de consultations spéciales.

236. Lors **de** la session qu'il a tenue du 17 au 19 avril 1991, le Comité administratif **de** coordination a décidé que les organes et organismes des Nations Unies devraient participer conjointement et sur un thème commun à l'exposition internationale spécialisée "Christophe Colomb : Les navires et la mer" qui se tiendra à Gênes en 1992, et a demandé à **l'ONU** d'assurer la liaison entre les organisateurs de l'exposition et les organes et organismes participants. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer a **été** désigné comme Coordonnateur des organismes des Nations Unies. Il coordonne actuellement les travaux préparatoires des 16 organes et organismes qui ont **décidé** de participer à l'exposition en prenant pour thème principal : "Les océans - notre avenir".

237. Le Bureau a également participé en décembre 1991 à une réunion d'un groupe d'experts sur l'établissement d'un Centre régional caraïbe des **techniques** de l'industrie navale, réunion à laquelle il a apporté des contributions de fond. Les objectifs de cette réunion, qui était organisée dans le cadre du programme de **l'ONUDI** sur les techniques de pointe et du programme du PNUE concernant **l'environnement** des Caraïbes, étaient d'évaluer les besoins et capacités des **Caraïbes** dans le domaine des techniques de l'industrie navale: d'évaluer les avis et commentaires formulés par les pays des Caraïbes au sujet d'un Centre caraïbe des techniques de l'industrie navale: de fournir des services consultatifs pour la mise au point d'une stratégie en vue de l'établissement de ce centre et de l'élaboration du programme régional qu'il **devrait mettre** en oeuvre, et de faire **des recommandations** à **l'ONUDI**, ainsi qu'aux autres organisations internationales participantes et aux pays caraïbes intéressés, au sujet des étapes ultérieures.

238. En outre, le Bureau a été représenté et a apporté des contributions à la dix-neuvième session du Comité des pêches de la FAO, tenue à Rome du 8 au 12 avril; à la 9e réunion du Comité de contrôle de l'exécution du Plan d'action concernant le programme de l'environnement des Caraïbes; à la réunion extraordinaire du Bureau des par'cies à la Convention sur la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes, tenue à Kingston (Jamaïque) du 13 au 15 juin, et à la réunion d'experts juridiques sur la **révision** des directives en matière de législation maritime, tenue à Bangkok (Thaïlande) du 14 au 18 octobre.

Notes

1/ Adhésion à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

2/ Ibid.

3/ Il convient de noter une **proposition** faite par l'Autriche, Chypre, la Finlande, le Liechtenstein, Malte, Saint-Marin, la Suède, la Suisse et la Yougoslavie, lors des négociations de la CSCE sur les mesures visant à renforcer la confiance et la sécurité (Vienne, 1989). Elle tendait à encourager les Etats participants à s'informer les uns les autres de leur intention d'exercer le droit au passage inoffensif des navires de guerre dans la mer territoriale (CSCE/WV.5).

4/ Voir William L. Schachte, Jr., "The Value of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea - Preserving our Freedoms and Protecting the Environment" [La valeur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 - Sauvegarder les libertés et protéger l'environnement], vingt-cinquième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer.

5/ Voir par exemple le Traité sur la délimitation de la frontière entre la République du Venezuela et le Royaume des Pays-Bas (31 mars 1978).

6/ Requête portant sur les questions de délimitation maritime et les questions territoriales entre le Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn).

7/ Xl est fait état de cet arrêt dans le document A/45/721/Corr.1.

8/ Voir Rapport du Secrétaire général, A/45/721, par. 26 à 28.

9/ Documents A/AC.109/1045 (Indonésie), 1045/Add.1 (Indonésie), A/45/549 (Portugal). A/46/93-S/22249 (Portugal?).

10/ A/46/131.

11/ Le Portugal affirme que la délimitation du plateau continental est la ligne médiane, conformément à la Convention de Genève de 1958 à laquelle les deux Etats sont parties. La zone de développement conjointe prévue par le Traité se situe de part et d'autre de la ligne médiane (A/46/97-S/22285).

12/ C'est ainsi qu'une résolution du Parlement européen en date du 17 mai 1991 mentionne la liberté de navigation dans les eaux de la mer Méditerranée et du golfe Persique comme l'un des fondements de la politique de la Communauté dans le domaine de la sécurité en Méditerranée (A/46/523).

13/ Voir par exemple, Disarmament **Topical Papers** 6, Confidence-building Measures in the Asia-Pacific **Region** [Mesures de confiance dans la région de l'Asie et du Pacifique]. publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.1X.16.

14/ Voir document A/46/410.

15/ Autre exemple de cas où les Etats se sont mis d'accord pour éviter des activités incompatibles dans des zones très fréquentées, dans les détroits internationaux ou à leurs abords : l'obligation imposée par les directives de l'OMI d'enlever entièrement les structures désaffectées se trouvant au large des côtes. Voir rapport 1988 (A/43/718, par. 57 à 63).

16/ Document A/46/596.

17/ Séminaire des Nations Unies sur les mesures de confiance, Vienne, février 1991.

18/ Le Code maritime international des marchandises dangereuses comprend une section sur les matières radioactives qui est fondée sur les principes du Règlement de transport des matières radioactives de l'AIEA (modifié en 1990).

19/ Quinze incidents confirmés, quatre connus pour n'avoir pas donné lieu à des rejets. Seize autres incidents ne sont toujours pas confirmés. Il est confirmé que quatre sous-marins nucléaires ont été perdus depuis 1963 - tous dans l'Atlantique: quatre engins spatiaux à propulsion nucléaire ont été perdus au-dessus de la mer: des incidents de pertes d'armes et matières nucléaires et un accident mettant en cause un navire marchand transportant une cargaison nucléaire sont confirmés. La base de données de l'AIEA comprend des modules sur les accidents et les pertes en mer, les opérations d'immersion et les rejets liquides faiblement radioactifs des installations nucléaires.

20/ Voir parties XIII et XXV de la Convention.

21/ Le Programme de Montevideo pour l'élaboration et l'examen périodique du droit à l'environnement doit être révisé et élargi lors d'une réunion d'experts organisée par le PNUE qui doit avoir lieu en octobre. Le Programme ayant été formulé avant l'adoption de la Convention sur le droit de la mer, on s'attachera particulièrement à tenir compte comme il convient de cette convention dans le nouveau Programme.

22/ MEPC.49(31).

23/ Proposition de la France dans le document NAV 37/14/3. Certains Etats ont déjà imposé des obligations de notification, les Pays-Bas par exemple ont une loi relative au trafic maritime. Certains Etats associent aux dispositifs de séparation du trafic approuvés par l'OMI des services de trafic situés à terre.

24/ Voir le rapport de 1989 (A/44/650, par. 57) et le rapport de 1990 (A/45/721, par. 92) en ce qui concerne le Protocole relatif aux Caraïbes.

25/ Pour des déclarations sur la Convention des Nations Unies Contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988), voir par. 10 à 13 du rapport de 1990 (A/45/721). Un certain nombre de déclarations, reproduites dans l'Acte final de la Conférence et relatives à des questions de droit de la mer, ont été faites par les pays suivants au moment de l'adoption de la Convention de Bâle de 1989 : Japon, Union des Républiques soviétiques socialistes, Etats-Unis d'Amérique, Colombie, Mexique, Portugal, Uruguay, Venezuela et République démocratique allemande. On notera aussi que la loi des Etats-Unis portant ratification de la Convention de Bâle précise que "le passage dans la mer territoriale d'un pays conformément aux droits et libertés de la navigation reconnus au niveau international n'implique pas en lui-même que le pays en cause est un pays de transit".

26/ Voir par. 83 du rapport de 1990 (A/45/721).

27/ Voir C/ES 16/5/Add.1. La demande a été faite par les Etats-Unis (LEG 65/7).

28/ MEFC 31/21/Add. 1.

29/ Zones spéciales désignées en vertu de l'annexe 1 (pétrole) de MARPOL : la Méditerranée, la Baltique, la mer Noire, la mer Rouge, les Golfs, le golfe d'Aden et l'Antarctique. En vertu de l'annexe II de MARPOL (substances liquides nocives) : Baltique et mer Noire; l'addition de l'Antarctique a été approuvée en son principe. Au titre de l'annexe V (ordures) : la Méditerranée; la Baltique, la mer Noire, la mer Rouge, les Golfs, la mer du Nord, l'Antarctique et la région élargie des Caraïbes (correspondant à la zone couverte par la Convention de Cartagène, et, selon une approche sous-régionale progressive, commençant au golfe du Mexique).

30/ Directives, par. 1.3.7.

31/ Ibid., par. 1.3.14.

32/ Voir art. 22, 41 et 53 de la Convention sur le droit de la mer.

33/ voir par. 102 du document A/45/721.

34/ La Convention de Bamako de 1991 prévoit une disposition stipulant le contrôle de "tous les transporteurs d'Etats non parties" comme moyen d'interdire l'immersion de déchets dangereux dans la mer territoriale et la

zone économique exclusive. La réunion des parties à la Convention de **Barcelone**, qui devait ~~se~~ tenir en octobre 1991, devait examiner un projet de protocole pour la Méditerranée, portant sur le transport maritime et l'immersion de déchets.

35/ Il y a également lieu de noter que la piraterie et le vol armé en mer constituent toujours un problème : 250 incidents de cette nature ont été enregistrés au cours d'une année. L'OMI distribuera maintenant des circulaires trimestrielles rendant compte de tels incidents.

36/ Rapport annuel de 1990 de l'Institute of London Underwriters. Ce document fait aussi ressortir de **grands** écarts dans les taux de pertes des diverses flottes, la perte la plus grave ayant été 114 fois plus élevée que celle de la flotte de 2 millions de tonnes ou plus ayant enregistré les pertes les plus **faibles**.

37/ L'Assemblée devrait également approuver un calendrier prévoyant la **suppression** progressive des navires-citernes à coque simple et l'adoption de nouvelles normes, toute en adoptant des normes intérimaires.

38/ L'annexe à la Convention traite des questions de remboursement des coûts **encourus** par les **pays** fournissant une assistance d'urgence. Bien qu'il n'y ait pas de disposition relative au principe **pollueur-payeur**, ce principe est énoncé dans le préambule de la Convention.

39/ Etant donné les obligations complexes que prévoit la Convention MARPOL, une coopération étroite a été maintenant établie **entre les pays** parties au Mémoire d'accord et les pays parties à l'Accord de coopération de Bonn de 1983 pour lutter contre la pollution de la mer du Nord provenant d'hydrocarbures et d'autres produits dangereux, afin de notifier rapidement de tels incidents aux autorités de contrôle du port. Les pays **parties** au Mémoire d'accord ont d'autre part élargi leurs contacts aux membres des Conventions de Barcelone et d'**Helsinki**.

40/ Voir Convention sur le droit de la mer, art. 217, 218 et 220.

41/ Voir, par exemple, MSC 59/21/1.

42/ Les faits nouveaux concernant la pêche au grand **filet pélagique** dérivant sont présentés dans le rapport du Secrétaire général (A/46/615 et Add.1).

43/ Les PAO Species Identification Sheets for Species of Interest to Fisheries et la FAO Species Synopsis Series constituent des instruments nécessaires.

44/ Voir COFI/91/7.

45/ On commence à s'intéresser davantage aux facteurs économiques au niveau **régional** également, par exemple la COPACO a créé un **groupe de travail** de l'économie et de la planification des pêches.

46/ FAO Fish. Rep. No 431, Supplément.

47/ Les nouvelles directives, qui se présentent comme l'ancien système normalisé de marquage des navires de pêche, devraient surtout être appliquées volontairement. Pour les directives, voir NAV 37/INF.9 et pour le rapport de la **Consultation**, voir NAV 37/INF.8.

48/ Voir NAV 37/6/1.

49/ La Communauté est l'une des plus grandes entreprises de pêche du monde (prises annuelles dans les zones économiques exclusives : 8 % du chiffre mondial: ensemble des flottilles de pêche : plus de 65 000 bâtiments.

50/ Il y a lieu de noter que la Cour européenne de justice, en juillet 1991, a rendu un arrêt dans lequel elle a déclaré que la législation du Royaume-Uni visant à prévenir le "**jonglage** avec les quotas" en appliquant des restrictions sur l'enregistrement des bateaux de pêche était incompatible **avec** les dispositions du Traité de Rome.

51/ Le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (CPACE) décidera en décembre d'inclure dans ses fonctions la formulation de mesures régulatrices fondées sur des études scientifiques et de recommandations visant à les faire adopter et appliquer. Le mandat de la CIPASE, établie en 1969, a pris fin en juillet 1991 et aucun remplacement n'est envisagé.

52/ Des efforts analogues sont déployés dans d'autres régions, comme le montre l'élaboration récemment des directives de **l'ANASE** sur la surveillance et le contrôle des pêcheries et les échanges de vues récents sur la sécurité commune en Asie du Sud-Est qui traitent aussi des problèmes de la pêche illégale.

53/ Session de la COPACO, novembre 1990. Rapport No 452 de la FAO.

54/ Les dispositions de la Convention de la CICTA s'appliquent à la Méditerranée.

55/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.V.3.

56/ Voir résolution XVI-16 de l'Assemblée de la COI et le document A/CONF.151/PC/70.

57/ Voir rapports du Président de la Commission préparatoire (LOS/PCN/L.92 et LOS/PCN/L.97).

58/ LOS/PCN/BUR/R.7 et Corr.1 et LOS/PCN/117.

59/ LOS/PCN/BUR/R.8 et LOS/PCN/122.

60/ Voir rapports du Président de la Commission spéciale 1 (LOS/PCN/L.88 et LOS/PCN/L.93).

61/ voir rapports du Président de la Commission spéciale 2 (LOS/PCN/L.90 et Corr. 1 et LOS/PCN/L. 95).

62/ Voir rapports du Président de la Commission spéciale 3 (LOS/PCN/L.89 et LOS/PCN/L. 94).

63/ Voir rapports du Président de la Commission spéciale 4 (LOS/PCN/L.91 et LOS/PCN/L. 96).

64/ A/45/6/Rev. 1.

65/ A/45/712. Droit de la mer : Concrétisation des avantages du régime juridique établi par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : besoins des Etats aux fins de la mise en valeur et de la gestion des ressources marines. Rapport du Secrétaire général.

66/ A/46/722. Droit de la mer : Concrétisation des avantages du régime juridique établi Par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : mesures prises en réponse aux besoins des Etats aux fins de la mise en valeur et de la gestion des ressources marines et approches à adopter en vue d'une action ultérieure. Rapport du Secrétaire général.

67/ En ce qui concerne la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et conformément à une décision prise par le Comité préparatoire à sa première session, en août 1990, le Bureau a fourni, avec la collaboration du Gouvernement canadien, du personnel de Secrétariat et un appui fonctionnel pour la réunion.
